ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

23 avril 2007
7e année
No 15

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Iran: menace de guerre nucléaire

*par Leonid Ivachov**

hd. L'appel de l'ancien chef d'état-major des forces armées russes est un appel à la raison, à la volonté de sauvegarder pour nos enfants et les peuples un monde vivable. Ses analyses géopolitiques ne sont pas surprenantes. Elles sont bien connues dans les capitales du monde. Mais l'Europe, les «intellectuels» européens, les responsables politiques se taisent. Pourquoi personne n'élève-t-il la voix pour exprimer l'aspiration des hommes à la paix? Il est à la fois inquiétant et honteux que ce soit un général et non des écrivains, des penseurs, des hommes ou des femmes d'Etat qui se chargent de cette mission.

L'analyse de l'état actuel du conflit avec l'Iran montre que le monde est confronté à la possibilité d'une nouvelle guerre qui peut commencer d'ici quelques jours.

Les Etats-Unis et leurs alliés ont préparé psychologiquement l'opinion publique à la possibilité de l'usage d'armes nucléaires pour résoudre le «problème iranien». L'appareil de propagande américain s'applique à créer l'impression qu'un usage «chirurgical» de l'arme nucléaire aux conséquences limitées est possible. Toutefois, depuis les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, on sait que ce n'est pas vrai.

Après la toute première frappe nucléaire, il sera absolument impossible d'empêcher le recours aux armes de destruction massive. Face à une destruction massive de leur pays, les belligérants utiliseront tous les moyens en leur possession sans aucune restriction. Par conséquent, non seulement les arsenaux nucléaires de différents pays, dont ceux dont le statut de puissance nucléaire n'est pas reconnu officiellement, entreront en jeu. Il ne fait aucun doute qu'on utilisera des armes chimiques et biologiques (et de manière générale toutes substances toxiques) qui peuvent être fabriquées avec des capacités industrielles et économiques minimales.

On peut affirmer que la paix et l'humanité sont en grand danger.

Considérons l'aspect technique de la question. Les objectifs déclarés par les Etats-Unis – destruction de 1500 cibles sur le territoire iranien – ne peuvent pratiquement pas être réalisés par les forces rassemblées pour cette mission. Ce n'est possible qu'en recourant à des armes nucléaires tactiques.

Trois bombes nucléaires d'Israël contre l'Iran

L'examen de l'aspect tactique révèle des faits encore plus importants. L'attaque de l'Iran ne comprend pas d'offensive terrestre. Les frappes contre certaines installations militaires et industrielles peuvent causer de sérieux dommages au potentiel de défense et à l'économie iraniens. Le nombre de morts sera peut-être important mais pas catastrophique du point de vue militaire. Or il est impossible de contrôler le territoire d'un pays aussi vaste que l'Iran sans opérations terrestres. L'offensive va entraîner une consolidation des forces non seulement en Iran mais dans d'autres pays musulmans et dans l'opinion mondiale. Le soutien apporté au pays victime de l'agression américano-israélienne va augmenter considérablement. Il est certain que Washington est conscient du fait que cela ne va pas renforcer mais affaiblir les positions américaines dans le monde. Aussi faut-il envisager l'objectif de l'attaque des Etats-Unis contre l'Iran sous un autre angle. Leur offensive nucléaire a pour but d'augmenter le chantage nucléaire dans leur politique globale et de transformer fondamentalement l'ordre mondial.

Il existe d'autres preuves de la radicalisation des objectifs des Américains et de leurs alliés. Les fuites du début de 2007 concernant le projet israélien d'utiliser trois bombes nucléaires contre l'Iran étaient risquées pour un pays situé dans un environnement hostile, mais elles étaient certainement délibérées. Elles montraient qu'Israël avait déjà pris des décisions sur le caractère de son opération et que tout ce qui restait à faire était d'influencer l'opinion dans ce sens.

Le prétexte à l'attaque de l'Iran ne paraît pas sérieux. D'un point de vue technique et politique, l'Iran n'a pas la possibilité de développer des armes nucléaires dans un proche avenir. Il faut se rappeler que l'affirmation selon laquelle l'Irak possédait des armes de destruction massive a été utilisée comme prétexte pour attaquer ce pays. A la suite de cela, le pays a été dévasté; le nombre de morts civiles a atteint des centaines de milliers et jamais on n'a trouvé de preuve de l'existence d'armes de destruction massive.

La question vraiment importante n'est pas de savoir si l'Iran est capable ou non de fabriquer des armes nucléaires. La seule fonction d'un petit stock d'armes nucléaires non accompagnées de diverses formes de soutien est d'ordre dissuasif. La peur de frappes de représailles peut stopper n'importe quel agresseur. Mais attaquer d'autres pays et gagner une guerre nucléaire dans un conflit avec une coalition de grandes puissances demanderait un potentiel que l'Iran ne possède pas et ne possédera pas dans un proche avenir. L'idée que l'Iran puisse devenir un agresseur nucléaire est absurde. Quiconque a quelques notions théoriques en matière militaire doit le comprendre.

Une guerre pour détourner l'effondrement du dollar

Pourquoi les Etats-Unis veulent-ils déclencher ce conflit militaire?

Les activités qui ont des conséquences à l'échelle globale ne peuvent servir qu'à traiter un problème global. Et ce problème n'est absolument pas secret. C'est l'éventualité d'un effondrement du système financier global fondé sur le dollar. Actuellement, la masse monétaire des Etats-Unis est plus de 10 fois supérieure à la valeur totale des biens américains. Aux Etats-Unis, tout – industrie, bâtiments, haute technologie, etc. – est hypothéqué plus de dix fois dans le monde entier. Une dette de cette ampleur ne pourra jamais être remboursée, elle ne peut qu'être allégée.

Les dollars sur les comptes des particuliers, des organisations et des trésors publics sont une réalité virtuelle. Ces sommes ne sont pas garanties par des produits, des valeurs ou quoi que ce soit quoi d'autre qui existe réellement. Reporter cet endettement sur le reste du monde transformerait la majorité de sa population en investisseurs floués. Ce serait la fin de la règle bien établie du veau d'or. L'importance des événements à venir est vraiment épique. C'est pourquoi l'agresseur veut ignorer les conséquences catastrophiques de son offensive. Les «banquiers globaux» en faillite ont besoin d'un événement d'ampleur globale pour tirer leur épingle du jeu.

La solution est déjà prévue. Les Etats-Unis n'ont rien d'autre à offrir au reste du monde pour sauver le dollar du déclin que des opérations militaires comme celles d'ex-Yougoslavie, d'Afghanistan et d'Irak. Mais même ces conflits locaux n'ont que des effets à court terme. Les USA ont un besoin urgent de quelque chose de plus important. L'heure approche où la crise financière amènera le monde à comprendre que tous les biens – industriels, technologiques et autres – des Etats-Unis n'appartiennent pas légitimement au pays. Il faut donc tout confisquer pour dédommager les victimes et réviser les droits de propriété de tout ce qui a été acheté en dollars dans le monde – toutes choses prises aux richesses de divers pays.

Terrain d'habitation pour des citoyens israéliens en Russie

Qu'est-ce qui pourrait déclencher cet événement de grande ampleur? Tout semble indiquer qu'Israël va être sacrifié. Sa participation à une guerre contre l'Iran, en particulier une guerre nucléaire, est de nature à déclencher une catastrophe globale. Les deux Etats reposent sur des bases religieuses. Un conflit entre Israël et l'Iran dégénérera en un conflit entre le judaïsme et l'islam. Comme il y a beaucoup de juifs et de musulmans dans les pays développés, le bain de sang global sera inévitable. La totalité des forces actives de la plupart des pays du monde finiront par se battre, laissant peu de place à la neutralité. A en juger par les achats massifs de logements pour des citoyens israéliens, particulièrement en Russie et en Ukraine, nombreux sont ceux qui ont une idée de ce qui va se passer. Toutefois, il est difficile d'imaginer un endroit tranquille où l'on soit à l'abri de la catastrophe à venir. Les prévisions sur les territoires où auront lieu les combats, les quantités et l'efficacité des armes employées, le caractère profond des racines du conflit et la gravité des dissensions religieuses, tout cela ne laisse aucun doute sur le fait que ce conflit sera un cauchemar pire que la Seconde Guerre mondiale.

Jusqu'ici, la réaction des dirigeants politiques dans le monde n'incite pas à l'optimisme. La résolution insignifiante de l'ONU concernant l'Iran, les tentatives faites pour calmer l'agresseur qui ne cache plus ses intentions rappelle les accords de Munich à la veille de la Seconde Guerre mondiale. L'intense ballet diplomatique axé sur toutes sortes de questions internationales à l'exception de la principale, que nous venons d'exposer, est révélateur du problème. C'est une pratique courante, à la veille d'une guerre, qui vise à forger des alliances avec des pays tiers ou à s'assurer leur neutralité. Cette politique cherche à prévenir ou à atténuer les premières frappes qui seraient les plus soudaines et les plus dévastatrices.

Isoler les USA et Israël

Est-il possible de prévenir un bain de sang?

Le seul argument efficace de nature à stopper l'agresseur serait de le menacer d'un isolement global en cas de guerre nucléaire. L'application du scénario décrit ci-dessus peut être rendue impossible par l'absence complète d'alliés du tandem USA-Israël et par de vives protestations dans les divers pays. Par conséquent, si ces jours-ci des chefs d'Etat, des gouvernements, des politiques, des personnalités publiques, des chefs religieux, des scientifiques et des artistes prenaient catégoriquement position au sujet des préparatifs d'attaque nucléaire, ils rendraient un service inestimable à l'humanité.

Il s'agit de coordonner ces activités avec la promptitude nécessaire en cas de guerre. L'agresseur a déjà rassemblé et concentré ses forces qui sont prêtes au combat. Les militaires américains ne cachent pas que ce peut être une question de semaines, voire de jours. On dispose d'indices selon lesquels l'attaque nucléaire de l'Iran pourrait avoir lieu en avril 2007. Après la première frappe nucléaire, l'humanité se trouvera dans un monde entièrement nouveau, un monde totalement inhumain. Il faut mettre à profit toutes les chances dont on dispose pour empêcher la catastrophe. •

(Traduction *Horizons et débats*)

* Le général *Ivachov* est vice-président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques. Il a été chef du Département des affaires générales du ministère de la Défense de l'Union soviétique, chef du Département de coopération militaire du ministère de la Défense de la CEI, secrétaire du Conseil des ministres de la Défense de la CEI et chef d'état-major interarmes de Russie.

L'attitude scandaleuse du DDPS dans l'affaire du Tornado (pages 5–8)

L'entraînement militaire du Tornado finit contre une paroi rocheuse

«Le Tornado ECR est fait pour neutraliser des radars. S'il faut faire des exercices au-dessus des montagnes suisses, c'est en vue de l'Iran et non de l'Afghanistan. Il n'y a pas d'autre explication logique. La manière dont le crash s'est produit laisse supposer qu'il s'agissait d'essais de systèmes d'armes peu ou pas encore éprouvés. La hâte et l'impudence aveugle avec lesquelles l'envoi des Tornados a été accepté par le Bundestag qui se caractérise comme toujours par son apathie, son esprit borné et ses lamentations absurdes constituent un autre indice.

Comme l'engagement de la marine au large de la Syrie pour perquisitionner les bateaux sans le faire parce qu'il est possible de franchir en voiture la frontière ouverte entre la Syrie et le Liban, ces opérations des Forces de l'air allemandes n'ont, une fois de plus, aucun sens.»

Daniel Neun, www.radio-utopie.de

Une paix globale ou une extension de la guerre

par William A.M. Buckler, Australie

Il existe – au bénéfice du monde entier – la perspective d'une paix globale et historique au Moyen-Orient entre Israël et les 22 nations membres de la Ligue arabe.

La prompte venue des Arabes à la table de négociations

Lors d'une rencontre de deux jours, le 8 février, le Hamas et le Fatah sont convenus, à la Mecque, d'installer un gouvernement palestinien unique, afin de pouvoir engager des négociations entre Israël et les Palestiniens. Israël refusa cette offre.

Puis vint la conférence de Bagdad […]. Il n'y eut pas de suite entre les principaux participants (y compris les Etats-Unis), du fait qu'on ne put s'entendre sur une date et un lieu pour la conférence. Mais, le 28 mars, l'Arabie saoudite prit l'initiative sur le plan diplomatique en convoquant le *dix-neuvième sommet de la Ligue arabe* à Riad.

Les Arabes offrent à Israël une paix globale

À la fin de cette importante conférence des chefs d'Etats arabes, l'initiative de paix arabe, qui avait été engagée pour la première fois en 2002 lors du sommet de Beirut, fut remise sur le métier. À Riad, les Arabes convinrent, tous ensemble, de reconnaître Israël après que ce pays se soit retiré de toutes les régions arabes (y compris Jérusalem) conquises pendant la guerre de 1967 et qu'une «solution équitable» au problème des réfugiés palestiniens ait été trouvée. Il faut souligner qu'il n'y avait pas de diplomate américain présent au sommet de Riad.

Le président palestinien *Mahmoud Abbas* a tendu à Israël la «main de la paix». Tous les 22 Etats arabes ont accepté le plan comme une possibilité de pouvoir normaliser les relations avec Israël et de terminer ainsi le conflit du Moyen-Orient. Dans une première réaction, le premier ministre israélien intitula ce plan de paix arabe de «révolutionnaire».

Information subsidiaire

Le roi *Abdullah* d'Arabie saoudite déclara, lors de la réunion de la Ligue arabe à Riad le 28 mars, que l'occupation américaine de l'Irak était illégale et avertit que, dans la mesure où les pays arabes n'arriveraient pas à aplanir leurs divergences de vues, ce seraient des puissances étrangères, tels que les Etats-Unis qui continueraient à dicter leurs volontés. Le roi Abdullah mit les choses au point, en refusant l'invitation du président *Bush* à un repas officiel prévu en son honneur le 17avril. La Maison blanche s'adressa à l'opinion publique pour rejeter l'affirmation du roi saoudien que les troupes US en Irak étaient «*une armée d'occupation étrangère illégitime*».

«*Si Israël rejette* (les propositions de paix arabes)*, c'est que ce pays ne veut pas la paix»,* exprima le Prince *Saud-al-Faisal,* ministre saoudien des affaires étrangères. «*Le conflit sera reprit en mains par les va-t-en guerre.»*

Les paroles royales sans équivoque de Riad

Le 28 mars, le roi saoudien Abdullah dénonça dans son discours d'ouverture du sommet de la Ligue arabe à Riad «*l'occupation étrangère illégitime»* de l'Irak. Nous le citons: «*En Irak, ce pays que nous aimons, le sang de nos frères est versé dans des combats fratricides dus à un sectarisme dévastateur qui risque d'aboutir dans une guerre civile.»* Le roi Abdullah en appela à la cessation du blocus international contre les Palestiniens. Après un tel discours, il ne fut plus nécessaire d'apparaître à un dîner officiel aux Etats-Unis, offert pour le 17 avril par le président Bush. Les 22 chefs d'Etats, qui s'étaient réunis en Arabie saoudite, saluèrent à l'unisson l'initiative de paix saoudienne.

Nouveaux signaux par rapport à ceux de 2002

Le choix des mots se distingua du vocabulaire utilisé en 2002. Alors, la Ligue avait exigé un retour de tous les Palestiniens qui, depuis 1948, avaient été chassés de chez eux ou avaient dû fuir; dans le nouveau vocabulaire il s'agit d'une «solution équitable», ce qui ouvre la porte à un quelconque dédommagement des Palestiniens. Formulée ainsi, cette proposition évite à Israël la perspective d'un retour en Israël de plusieurs millions de Palestiniens réfugiés. En effet, un tel retour amènerait une majorité musulmane, en comptant les Israéliens arabes et musulmans qui y vivent déjà. Les premières élections qui suivraient ce retour amèneraient une majorité arabe dans le gouvernement, au poste de président et de chef de gouvernement du pays, et les Israéliens seraient en minorité. Il va de soi qu'Israël n'acceptera jamais un tel fait.

Les principes du plan de paix

Le plan de paix arabe offre à Israël la reconnaissance pleine et entière et une paix durable avec tous les pays arabes. En revanche, Israël se retirerait des régions occupées depuis la guerre des six jours en 1967. Le plan demande aussi la formation d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale. Cela va à l'encontre de la volonté d'Israël d'établir sa propre capitale dans cette ville. La seule solution historiquement possible – en se rapportant à des précédents – serait que Jérusalem obtienne le statut d'Etat, sur le modèle du Vatican, après que ce dernier eut perdu ses territoires environnants. Jérusalem pourrait ainsi devenir une «ville sainte» et *toutes* les religions pourraient la considérer comme leur lieu sacré.

Le retrait israélien derrière ses frontières de 1967, concerne deux régions actuellement occupées. Il s'agit du plateaus du Golan, en frontière avec la Syrie et des territoires autrefois syriens, ainsi que la Cisjordanie, envahies par les «nouvelles» colonies israéliennes. Il faut avoir à l'esprit qu'Israël avait vécu jusqu'en 1956 dans ses frontières de 1948 – certes de façon pas très confortable – jusqu'à sa participation avec les Britanniques et les Français à l'agression contre l'Egypte. La guerre des six jours modifia le tout profondément, Israël élargissant ses frontières par la force militaire. Il faut aussi savoir que les pays arabes n'exigent pas, et n'ont jamais exigé, qu'Israël retourne dans ses frontières de 1948. Ils ont accepté les frontières d'avant 1967 et attendent ce retour. La Syrie poursuit le but de retrouver tout son territoire primitif, pour des raisons stratégiques et politiques, ce qui implique la restitution du plateau du Golan. Mais pour Israël, ce dernier représente une ligne de défense contre la Syrie. La seule solution possible réside dans le renoncement des deux pays à faire du Golan un territoire militaire.

La grande question est la Cisjordanie, dont la solution demandera des années de rudes négociations. Cependant, s'il y a véritablement volonté de paix, Israël devra céder du terrain et renoncer à son rêve du «grand Israël», tel qu'il exista dans les temps anciens. Ce sera douloureux pour le pays, puisque cela signifie l'abandon de régions ayant une grande tradition et marquées par des noms bibliques qui deviendront et resteront pour toujours des pays arabes et musulmans.

Du point de vue historique, on peut comparer cette situation avec celle de l'Allemagne et de la France. Ces deux pays menèrent de nombreuses guerres à cause des territoires contestés de l'Alsace et de la Lorraine. Aujourd'hui, on n'en parle plus.

Premières réactions israéliennes

Le premier ministre *Olmert* a, en un premier temps, salué l'accord de Riad comme un possible renouveau: «*C'est une vraie possibilité pour Israël de signer, au délai de cinq ans, un accord de paix global avec ses ennemis».* A la question s'il entendait «*l'ensemble du monde arabe»* il répondit par l'affirmative, puis il invita les chefs d'Etats arabes à un dialogue lors d'une conférence de paix à Jérusalem. Les chefs d'Etats arabes se virent toutefois dans l'obligation de refuser. En effet, s'ils apparaissaient à Jérusalem, cela équivaudrait à une reconnaissance de facto de cette ville comme territoire israélien, sans aucune contrepartie de la part d'Israël.

Du coup, le premier ministre Olmert changea de cap et déclara: «*Si le roi saoudien engage une rencontre entre Etats arabes modérés et m'invite, en même temps que le chef de l'Administration autonome palestinienne, c'est avec plaisir que je viendrai pour les entendre et nous faire entendre nous-mêmes.*»

Seuls deux Etats arabes – l'Egypte et la Jordanie – entretiennent des relations diplomatiques avec Israël, après la signature des accords de paix de 1979 et 1994. Ce nouveau pas des pays arabes en vue d'une normalisation diplomatique d'envergure inclut la Syrie. Une scène historique est mise en place et attend l'arrivée des diplomates. Mais, les Etats-Unis n'en faisons pas partie!

Ce qu'Israël – ainsi que tous les pays arabes – savent déjà

Israël sait que l'entreprise militaire du président Bush a échoué. Cela signifie qu'Israël a dès lors le temps, jusqu'à la fin du mandat du président Bush (pour autant qu'il ne soit démis de ses fonctions) de négocier une forme quelconque de paix avec ses voisins arabes. Le prochain président des Etats-Unis se retirera de l'Irak et laissera les pays chiites de l'Irak *et* de l'Iran comme réelle menace militaire pour Israël. Seuls les Etats arabes comme l'Arabie saoudite, la Syrie et la Jordanie peuvent jouer le rôle de garde-fous contre l'Iran. Ce qui implique qu'Israël doit conclure une paix politique avec ces Etats. Si ce n'est pas le cas, alors le pays se trouvera plus que jamais, depuis sa naissance en 1948, isolé. Une alternative se présentera alors dans une guerre déclenchée contre la Syrie et le Liban, qu'il lui faudra gagner. Mais, même dans ce cas, cela ne lui accorderait qu'un répit de 5 à 10 ans.

Le «problème», c'est que l'Arabie saoudite et les autres vingt et un pays arabes – grands et petits – le savent aussi!

Le problème d'une stratégie sur deux axes des nations arabes sunnites

Les nations arabes sunnites ont de réelles difficultés avec l'Iran. La première consiste dans le fait que l'Iran est chiite. La seconde vient du fait que les Iraniens sont pour l'essentiel des Perses et non pas des Arabes. Dans leur affrontement avec l'Iran perse chiite, les nations arabes sunnites doivent s'exposer à leur propre point faible politique et stratégique actuel. Il s'agit d'Israël. Seule une paix globale entre les pays arabes sunnites et Israël pourra donner une idée des moyens militaires possibles pour tenir tête à l'Iran.

Les nations arabes sunnites savent très bien que l'aventure militaire du président Bush a mal tourné en Irak. Mais ils savent aussi que l'armée américaine officie comme un frein face à l'Iran, tant qu'elle sera en Irak.

La mise en garde saoudienne envers l'Iran

Le roi Abdullah d'Arabie saoudite a averti le président iranien *Mahmud Ahmadinejad,* lors d'une rencontre à Riad le 4 mars, qu'il ne fallait pas prendre à la légère la menace militaire américaine. Dans une interview parue sur le site Internet de *Newsweek* le 30 mars, le ministre des affaires étrangères saoudien *Saud Al-Faisal* s'exprima ainsi: «En ce qui concerne la dispute à propos de la question nucléaire nous avons averti le président iranien de ne pas jouer avec le feu. Qu'il ne devait pas s'imaginer que la menace américaine n'était pas réelle, mais bien à portée de main.» Une attaque américaine contre l'Iran résoudrait les problèmes tant d'Israël que des pays arabes sunnites; toutefois, c'est les Etats-Unis qui en paieraient le prix fort, en cela qu'ils seraient floués.

Le spectre d'une guerre élargie

Le mardi 3 avril, le chef du quartier général russe, *Juri Balujewski,* avertit les Américains qu'une guerre contre l'Iran «ne pouvait en tout cas pas être gagnée». La répercussion de cette attaque se ferait sentir dans le monde entier, les Etats-Unis ne pouvant pas, de surcroît, vaincre l'Iran. […] *RIA Novosti* exprime le souci de la Russie quant à une possible agression contre l'Iran, dont elle partage une frontière. Elle s'est efforcée de trouver une solution diplomatique sur le problème iranien.

De son côté, *Andrej Denisow*, ministre adjoint de la défense, estime que: «Toute activité militaire auprès de nos frontières est inadmissible. Nous nous y opposons fermement et entreprenons tout ce qui est possible pour empêcher un tel acte.»

Information de dernière heure venue de Russie

Selon une source de haut vol des forces de sécurité bien informée, les services secrets russes auraient attiré l'attention sur des mouvements de troupes américaines près de la frontière iranienne. Selon un des fonctionnaires «*d'après les dernières informations militaires des services secrets, il y aurait des préparatifs accentués des militaires américains, tant en ce qui concerne une attaque aérienne qu'au sol en Iran.*» Toujours selon ce fonctionnaire, le Pentagone n'aurait pas encore pris de décision définitive quant au moment du déclenchement de cette offensive. Il ajouta que le Pentagone cherchait les moyens de lancer une attaque contre l'Iran qui «permettrait de mettre ce pays à genoux à moindre frais.» Les Russes sont *très* inquiets quant à ces velléités de guerre.

Information de dernière heure venue de Bulgarie

Selon une information officielle venue de Sofia, le président Bush préparerait une agression contre les installations nucléaires de l'Iran qui aura lieu avant la fin d'avril, les bases aériennes américaines en Bulgarie et en Roumanie devant servir de soutien. L'agence d'information bulgare rapporte ce qui suit: «*L'armée américaine pourrait utiliser ses deux bases aériennes militaires en Bulgarie et une en Roumanie, au bord de la mer noire pour engager une attaque contre l'Iran en avril.»* Les avertissements envers les Etats-Unis, venus du monde entier, pourraient remplir des pages.

La Russie envoie un message au sommet arabe à Riad

Le président russe, *Vladimir Putin,* a exigé une limitation précise dans le temps de la présence de «troupes étrangères» en Irak, ceci pour empêcher une guerre civile. Dans une prise de position envers le sommet de la Ligue arabe à Riad, il estima qu'il fallait des entretiens avec les chefs politiques et religieux , mais aussi «*une limitation clairement exprimée de la présence des forces armées étrangères dans le pays.»* Il va de soi que l'expression «armée étrangère» vise les Etats-Unis.

L'Union européenne fut présente au sommet de Riad

Le représentant de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité, *Javier Solana*, insista auprès des pays arabes pour qu'ils se montrent ouverts à l'offre de paix envers Israël. Il avertit que le Proche-Orient serait fragilisé en l'absence de solution au conflit. Il exigea un retrait israélien derrière les frontières de 1967, de toute façon une exigence fondamentale du plan de paix arabe, remis en honneur lors de ce sommet. La présence de Solana devait souligner l'appui de l'Union européenne au plan de paix saoudien.

Un jugement global sur la position des Etats-Unis

Depuis la conférence de Bagdad, il y a un mois, le gouvernement Bush est totalement isolé sur le plan international. Il apparaît de plus que, depuis le sommet de la Ligue arabe à Riad et les conséquences qui en découlent, le monde entier s'efforce d'empêcher une agression militaire contre l'Iran. Du point de vue diplomatique, la situation est véritablement catastrophique. Du point de vue géopolitique, le gouvernement Bush s'enfonce dans un désastre. Il n'y a plus aucune raison que les Américains se maintiennent au Proche-Orient. Pour le reste du monde, c'est une cause perdue.

En refusant de prendre acte des faits, on précipite la défaite

Le sénateur *Chuck Hagel* [un républicain du Nebraska], affichant depuis longtemps ses critiques envers Bush, a publié ses vues sur la guerre en Irak: «*Nous ruinons dans ses fondements notre garde nationale. Nous détruisons notre armée. Nous liquidons notre marine.»* Ceci dans une interview à *George Stephanopoulos* de la chaîne ABC. «Nous ne pouvons maintenir cet état de choses. Pour ma part, je n'accepte pas le statu quo». C'est l'aveu de la défaite américaine.

Suite page 3

Irak: les civils sont les plus durement touchés par la violence

Conférence internationale sur la réponse aux besoins humanitaires des réfugiés et personnes déplacées internes en Irak et dans les pays voisins, Genève, 17–18 avril 2007
Allocution d'Angelo Gnaedinger, Directeur général du CICR

«[…] les bombardements, les attentats suicides, les fusillades, les enlèvements, les meurtres, la destruction des biens de caractère civil et les déplacements forcés sont la réalité quotidienne de millions d'Irakiens.»

Excellences, Mesdames et Messieurs,
Je voudrais d'abord remercier le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'avoir organisé cette importante conférence. C'est une initiative opportune car chaque jour la population irakienne est plongée dans un dénuement toujours plus grand.

Nous sommes en effet confrontés à un manquement flagrant et répété au respect et à la protection de la vie et de la dignité de millions de civils qui ne sont pas parties prenantes à la violence en cours.

Le CICR lance donc un appel en tout premier lieu à toutes les parties concernées pour qu'elles respectent pleinement le droit international humanitaire en Irak.

Monsieur le Président,
Depuis 2003, le CICR, travaillant en étroite coopération avec le Croissant-Rouge de l'Irak, a été l'une des rares organisations internationales humanitaires à disposer d'une présence opérationnelle permanente en Irak.

Au cours de leurs activités quotidiennes sur le terrain, nos collègues sont témoins des épreuves terribles que doit supporter la population tout entière, les civils subissant tout le poids de la violence incessante. En effet, les bombardements, les attentats suicides, les fusillades, les enlèvements, les meurtres, la destruction des biens de caractère civil et les déplacements forcés sont la réalité quotidienne de millions d'Irakiens. Dans cette situation horrible, et après des années de violence, on peut se demander si des familles irakiennes ont réussi à être épargnées sur le plan humain et matériel et à ne pas avoir de cicatrices physiques et psychologiques.

Alors que nous parlons, des centaines de milliers d'Irakiens sont déplacés à l'intérieur de leur pays ou ont fui leur pays, laissant un foyer, un travail, un lopin de terre, ou même de proches parents. La situation précaire des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays doit être comprise dans le contexte de l'insécurité croissante et de la dégradation des infrastructures. L'insécurité alimentaire et l'infrastructure très inadéquate d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'électricité ne font qu'aggraver les conditions difficiles dans lesquelles vit la population, et menacent sérieusement la santé publique.

Les structures sanitaires sont débordées et s'efforcent de faire face aux urgences quotidiennes causées par les nombreuses victimes. L'insécurité empêche bon nombre de malades et de blessés de se rendre sans risque dans les hôpitaux et les cliniques. Les patients et le personnel médical sont souvent menacés et visés. De ce fait, le personnel médical quitte le pays en grand nombre et les structures sanitaires manquent de personnel.

Les structures médico-légales ont du mal à faire face à l'afflux massif de corps, faute de capacité suffisante pour les stocker convenablement ou pour recueillir systématiquement des données sur les corps non identifiés afin de permettre aux familles d'être informées du décès d'un proche. En 2006, on a estimé à une centaine le nombre de civils tués chaque jour, la moitié d'entre eux restant non réclamés ou non identifiés. Des milliers de corps non identifiés ont donc été enterrés dans des cimetières spécialement aménagés à cet effet en Irak.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de personnes sont détenues par les autorités irakiennes et par les forces multinationales en Irak. Dans le même temps, des dizaines de milliers de familles sont sans nouvelles de leurs proches portés disparus au cours des conflits passés et récents.

Monsieur le Président,
Cette brève description de la situation difficile qui prévaut en Irak nous amène à nous interroger sur ce que nous pouvons faire pour préserver un sens de la dignité humaine pour la population irakienne. D'autre part et surtout, sur ce que pouvons-nous faire dans le contexte actuel de sécurité, et comment?

La dure réalité opérationnelle du contexte irakien a renforcé davantage notre conviction que le CICR doit continuer de suivre une approche de principe relative à son action impartiale, neutre et indépendante, tout en étant très flexible et innovateur dans son mode de fonctionnement.

Suite aux attentats dont le bureau des Nations Unies et la délégation du CICR ont été la cible en août et en octobre 2003 respectivement, le CICR a sans cesse été contraint de revoir sa structure opérationnelle en Irak. Il a invariablement confirmé sa détermination à poursuivre sa mission humanitaire en Irak, en mettant l'accent sur les besoins des civils touchés par le conflit.

Les groupes de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont une incidence majeure sur les communautés d'accueil, et le CICR prend donc soin d'équilibrer son assistance aux personnes déplacées, tout en apportant un appui complémentaire aux communautés locales auprès desquelles les personnes déplacées ont trouvé refuge.

«[…] pour une action concrète et immédiate venant en aide à des millions d'Irakiens, nous vous demandons de bien vouloir préserver l'espace nécessaire à une action humanitaire impartiale, neutre et indépendante.»

Le CICR visite également des dizaines de milliers de personnes détenues en rapport avec le conflit armé en Irak, en aidant les familles de détenus à visiter leurs proches, en collectant et en distribuant des messages Croix-Rouge, en soutenant les efforts visant à élucider le sort de milliers de personnes portées disparues après les trois conflits consécutifs, en distribuant des médicaments et des fournitures chirurgicales aux structures médicales, ainsi que des fournitures médicales aux structures médico-légales, en exécutant des travaux d'entretien et de remise en état qui permettent d'assurer un approvisionnement d'urgence en eau, et en apportant un appui matériel et financier aux centres qui s'occupent des handicapés physiques et des personnes amputées.

L'incidence de ces activités est considérablement renforcée par le fait que le CICR travaille en étroite coopération avec le Croissant-Rouge de l'Irak, qui est resté opérationnel malgré l'assassinat de 14 de ses collaborateurs et volontaires, l'enlèvement de 45 autres dont 12 sont toujours portés disparus, et de nombreuses attentats dont ses bureaux, entrepôts et convois ont été la cible. Je saisis l'occasion qui m'est donnée de féliciter une fois de plus chaleureusement le personnel du Croissant-Rouge de l'Irak et les volontaires dans tout le pays et de rendre hommage à leur courage et à leur ténacité.

Nous ne devons toutefois pas dissimuler les difficultés, les problèmes de sécurité et l'accès limité. En faisant état de ce que nous avons été en mesure de réaliser – et je crois que cela est important – on ne peut prétendre pouvoir couvrir les multiples besoins de la population irakienne. En fait, ces besoins dépassent de loin les capacités dont disposent les praticiens de l'humanitaire. Ce qu'il faut va bien au-delà d'une aide d'urgence.

Monsieur le Président,
En conclusion, je souhaite souligner une fois de plus la pertinence et la valeur ajoutée d'une action humanitaire impartiale, neutre et indépendante. Nous sommes conscients qu'une telle action ne peut pas supprimer les causes profondes de la situation dramatique actuelle que connaît l'Irak.

Et pourtant, par souci d'une action concrète et immédiate venant en aide à des millions de civils irakiens dans la détresse, nous vous demandons de bien vouloir préserver l'espace nécessaire à une telle action humanitaire de principe. Notre action ne peut être efficace que si nous ne sommes pas perçus comme agissant soit pour le compte d'acteurs politiques ou militaires parties prenantes, soit avec eux. La crédibilité, la sécurité du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et son accès à tous les Irakiens dans le besoin, dépend de cette aide.

Nous réalisons, bien sûr, que les activités menées par le CICR et le Croissant-Rouge de l'Irak ne sont qu'une goutte d'eau dans un océan où les besoins sont immenses. Nous sommes donc heureux de travailler de manière concertée avec d'autres acteurs humanitaires.

S'agissant de la situation des réfugiés dans les pays voisins, nous coopérons étroitement avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge concernées, ainsi qu'avec leur Fédération internationale. Nos collègues du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge exposeront leurs plans sur la question plus tard dans la journée.

Je souhaiterais, en dernier lieu, dire que l'action humanitaire ne traite que des conséquences du conflit armé actuel en Irak, où les civils sont les principales victimes des violations continues du droit humanitaire. Le CICR appelle donc une fois de plus toutes les parties en Irak à protéger et à épargner les civils. Il exhorte aussi tous ceux qui ont quelque influence sur le terrain à faire en sorte que la population civile ait un accès adéquat aux services vitaux, tels que les soins de santé, l'eau, la nourriture et l'électricité

Merci de votre attention. •

Source: *www.cicr.org*

«Une paix globale ou une extension …»
suite de la page 2

La plus ancienne loi de stratégie militaire

Il existe une loi fondamentale et stricte qui doit nous venir des temps anciens. Selon elle, lorsqu'on se trouve face à une défaite, il faut se retirer, afin de conserver ses forces quelque soit son état. Si les généraux ou les politiciens ferment les yeux pour ne pas voir la défaite arriver, alors les forces armées sont entraînées dans de nouveaux combats jusqu'à la défaite finale.

Une Maison blanche, aveugle face à la situation militaire

La grande question est de savoir si la Maison blanche en est consciente. Si ce n'est pas le cas, l'armée américaine pourra être entraînée dans de nouveaux conflits, à savoir contre l'Iran. Ce serait alors la défaite finale. Si ce conflit devait éclater dans les semaines à venir, il s'agirait alors d'une attaque aérienne massive à partir de bases militaires et de porte-avions, complétée par un bombardement avec des missiles de croisière. Et puis? Si l'Iran se contente d'attendre, tout en colmatant les brèches, les Etats-Unis seront bien obligés d'envoyer des troupes. Dans ce cas, ils se trouveront confrontés aux réalités décrites par le sénateur *Hagel*.

Voilà la réalité militaire – claire et nette. L'armée américaine n'est pas en état de supporter ce scénario. Elle n'en est tout simplement pas capable.

Une vue d'ensemble de la stratégie américaine

L'aviation et la marine sont les deux seules atouts dont les Etats-Unis disposent. En cas de guerre avec l'Iran, ils ne suffiront toutefois pas. Les Etats-Unis se trouveront donc sans réserves stratégiques – indépendamment de leurs véritables objectifs militaires.

On peut se demander si la Maison blanche en a conscience. Si ce n'est pas le cas, alors ce sera le gaspillage des dernières forces stratégiques américaines.

Un jugement stratégique de l'Al-Qaida

Il y a quelques mois il fut rapporté que le bras droit d'*Usama bin Ladin,* son chef stratégique avait donné sa version de la situation militaire stratégique des Etats-Unis: Ce fut un modèle de simplicité, cité comme suit: «*Si les Américains restent en Irak, ce sera pour eux une saignée; s'ils quittent l'Irak, ils auront tout perdu.*» À noter qu'il n'avait pas pris en compte une agression contre l'Iran.

S'imaginer l'inimaginable

Depuis de nombreux mois on spécule dans les cercles militaires – mais aussi ailleurs – que la Maison blanche emploierait des *armes nucléaires tactiques* dans différents endroits de l'Iran, en cas d'agression. Selon les informations qui filtrent, il semble que les militaires américains, du haut commandement jusqu'à la troupe, se rebiffent à cette pensée. Mais en cas d'affrontement, il est certain que les militaires obéiront. Si ce scénario se réalise et si les Etats-Unis se servent d'armes nucléaires légères ou tactiques, une inimaginable catastrophe globale en serait la conséquence. Le seuil d'emploi des armes nucléaires serait rabaissé à un seuil tactique. Si cela se réalise, si les Etats-Unis emploient leurs armes nucléaires, cela ferait des Etats-Unis le paria du monde. •

Source: *The Privateer, avril 2007*
(Traduction *Horizons et débats*)

Information militaire russe

Le système anti-missile iranien est capable de dissuader des raids américains

Un haut militaire russe affirme le 5 avril que l'Iran est capable de dissuader des raids militaires américains.

Un journal koweïtien a averti le 4 avril d'un plan d'attaque à missile des Etats-Unis contre l'Iran en avril. D'après une citation éditoriale d'une source anonyme de Washington, *As-Siyasa* a dit que les Etats-Unis pourraient utiliser pour leur agression contre l'Iran des missiles sol-air, mais qu'ils ne lanceraient pas d'attaque au sol pour éviter des pertes en soldats américains.

«Selon moi, le système anti-missile est suffisamment fort» a dit le colonel général *Yuri Solovyov*, le commandant de l'armée spéciale pour la défense de l'air (l'ancien commandant de la défense de l'air d'un district militaire de Moscou). «En ce moment l'Iran dispose de notre système anti-missile (russe), qui est capable de se défendre contre des avions de combat américains. L'Iran a aussi des systèmes anti-missiles français et d'autres pays.»

La Russie qui est séparée de l'Iran seulement par trois petites nations au sud du Caucase et qui a une frontière maritime commune avec la république islamique a toujours été intéressée à une solution diplomatique du problème iranien.

Solovyov a aussi dit que la Russie avait reçu des informations détaillées du développement actuel dans le Golf Persique.

La semaine dernière, un fonctionnaire de sécurité russe a dit que le service secret russe avait reçu des informations comme quoi les préparations de l'armée américaine pour une opération militaire possible contre l'Iran étaient presque terminées et qu'ils étaient prêts à attaquer au début d'avril.

Les Etats-Unis n'ont pas exclu une décision militaire après les négociations interrompues avec l'Iran à propos de son refus de stopper l'enrichissement de l'uranium. Le conseil de sécurité a adopté une nouvelle résolution sur l'Iran il y a deux semaines, qui aggrave les sanctions économiques contre le pays et qui laisse la possibilité ouverte d'une solution militaire de la crise. Le gouvernement américain voit l'Iran comme un «état voyou» et est décidé d'empêcher, par la diplomatie ou par d'autres mesures, la république islamique de développer des armes nucléaires. Washington veut installer un système anti-missile en Europe centrale, afin de se protéger contre une attaque aérienne prétendue de l'Iran ou de la Corée du Nord. •

Source: *Global Research,* Ria Novosti, 5/4/2007
(Traduction *Horizons et débats*)

Pendant combien de temps, nous, les Allemands, voulons-nous encore nous taire?

par Karl Müller, Allemagne

Concernant la guerre menée par Israël contre le Liban et la Palestine, on pouvait lire récemment: «L'Europe garde le silence sur la destruction en violation du droit international public de l'infrastructure civile d'un pays indépendant, sur les innombrables morts dans la population civile, sur la haine nouvellement attisée, sur la prise d'otages de députés et de ministres élus, sur la déclaration de la Haute cour de justice de légitimer des exécutions planifiées, sur la ghettoïsation de tout un peuple, et de plus sur le fait qu'Israël est une puissance nucléaire sans qu'elle soit déclarée comme telle.»

Dans un article paru le 31 mars dans le journal suisse «Neue Zürcher Zeitung», *Götz Grossklaus,* professeur honoraire de nouvelle philologie allemande à l'université de Karlsruhe et professeur associé d' histoire des médias à l'université d'arts appliqués de Karlsruhe, s'était prononcé sur le fait que l'Europe se taisait sur la violation permanente du droit.

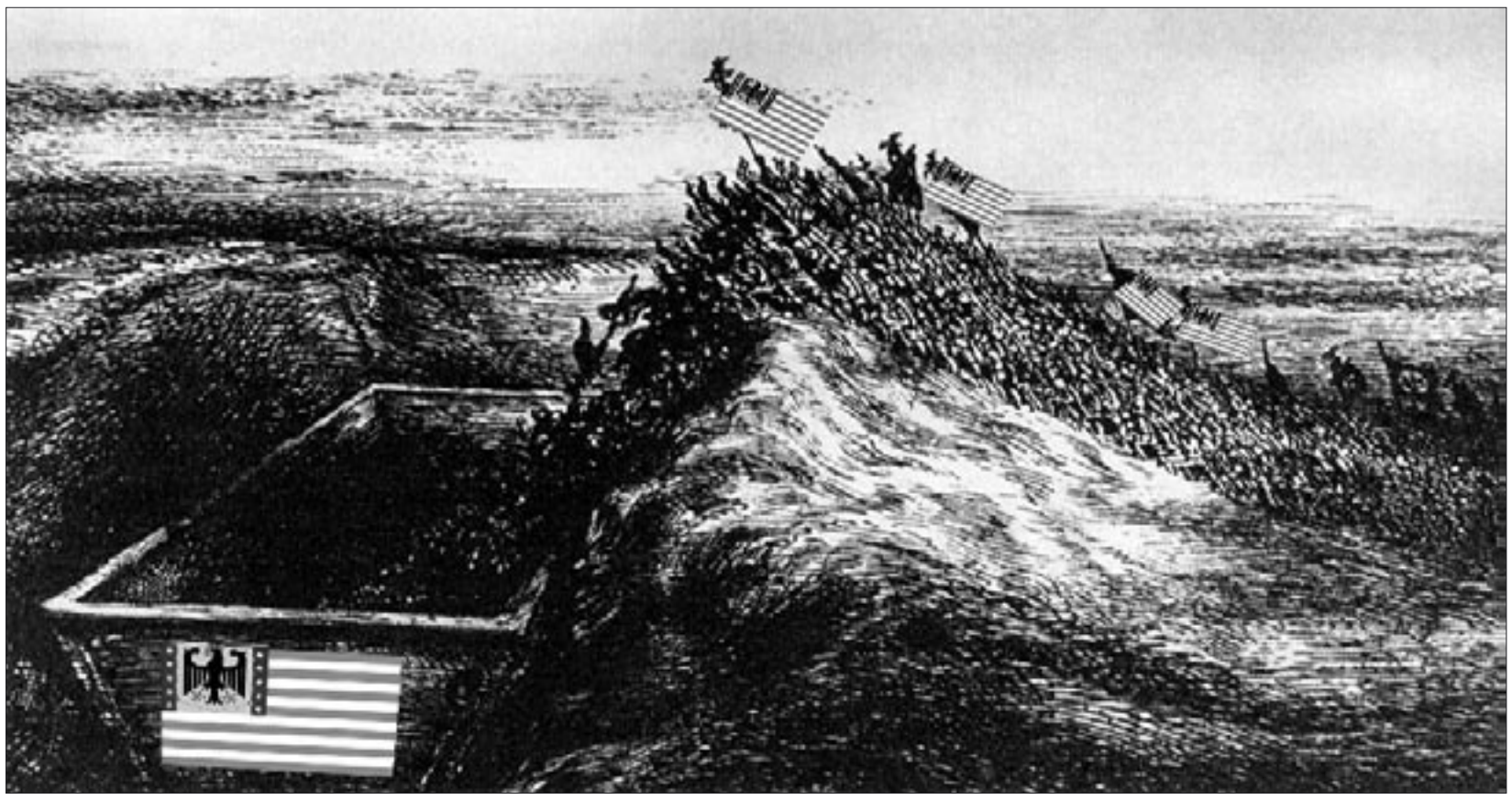
Serait-il une des rares voix qui se révolte?

Partout en Europe y compris en Allemagne, il y a eu les marches traditionnelles du samedi avant Pâques. Les participants ont rompu le silence mais combien étaient-ils? En Allemagne, par exemple, 100 000 pour une population de 80 millions. Cela fait un peu plus d'0,1%. Voilà qui est bien peu mais encore heureux qu'ils soient là. Et bien que le nombre de manifestants ait augmenté, ce n'est pas une révolte qui par son ampleur pourrait inquieter les dirigeants.

Trop de gens continuent à se taire en Europe et surtout en Allemagne, alors que ce pays joue un rôle capital en Europe. Tant que l'Allemagne continuera à garder le silence, la politique de destruction ne cessera et l'Union européenne (UE) ne pourra rien changer fondamentalement. L'Allemagne freine vraiment le processus de paix.

La destruction signifie la guerre, l'exploitation et le mépris de la vie, des êtres humains et de la nature. Combien de temps l'Allemagne veut-elle se taire encore?

Combien de temps allons-nous tolérer un gouvernement qui non seulement freine un processus de paix et participe activement à de terribles destructions (vies humaines, nature) mais se veut de diriger l'Europe?



«Le malheur», dessin à la plume d'Andreas Paul Weber (1893–1980) daté de 1932, était un clair avertissement à la catastrophe sous le signe de la croix gammée. Le montage ci-dessus soulève la question de savoir où nous en sommes aujourd'hui.

A Nedjef en Irak, des centaines de milliers ont manifesté à Pâques contre les occupants étrangers et la force d'occupation. En Irak, la mort est omniprésente, la vie normale est inexistante – et ceci non pas malgré les occupants mais à cause d'eux. Pourquoi n'étaient-ils pas aussi nombreux à Berlin, à Munich, à Hambourg ou à Cologne à manifester contre l'occupation de l'Irak?

En Afghanistan aussi la mort est omniprésente. Les Afghans meurent par manque de nourriture. Ils sont victimes des armes, par exemple à l'uranium, dont les belligérants se servent bien qu'elles soient défendues par le droit international et aussi parce que l'OTAN mène une fois de plus une «offensive de printemps». En Afghanistan, les manifestations sont strictement interdites mais alors pourquoi n'étaient-ils pas des centaines à manifester aussi pour les Afghans à Berlin, à Munich, à Hambourg ou à Cologne?

Et au Sri Lanka? Tout un peuple, l'ethnie des Tamouls est sur le point de perdre son identité et d'être exterminé. Là, le gouvernement américain est en train de signer des contrats lui garantissant ses bases militaires et soutient en même temps une guerre sanglante et déchaînée menée par le gouvernement Sri Lankais. Voilà une des équations sanglantes de la politique impériale des Etats-Unis: Armes américaines pour le gouvernement Sri Lankais plus bases militaires pour les Etats-Unis équivaut le génocide des Tamouls! L'Europe accepte le crime et tolère les guerres à venir.

L'avidité du pouvoir est arrivée à un tel stade morbide de la passion que même le suicide collectif ne peut plus être exclu. Les scientifiques ont oublié les bases de la raison, ont fait taire leur humanité et se dégradent à de froids technocrates de la destruction. On fait de la recherche pour la guerre, on cherche à détruire encore plus cruellement, plus brutalement, de façon encore plus arrogante, vies, cultures et nature . On fait de la recherche pour le profit, pour adorer le veau d'or. Un monde sans Dieu. Du nihilisme, poussé à l'extrême.

Le mythe de la Tour de Babel, vouloir être comme Dieu, se permettre d'assigner un sort sombre aux autres et de décider de la vie et de la mort. La vie n'inspire plus aucun respect.

Chiffres d'affaires, marges de profit et encore plus de pouvoir sont les formules des apprentis sorciers modernes. Ils ont ouvert la boîte de Pandore et non seulement une. La boîte de l'énergie nucléaire: une hypothèque pour rayonnante des millions d'années. Il s'agit de la manipulation des bases génétiques qui, d'après nos connaissances actuelles, est irréversible et avec des conséquences imprévisibles. Il s'agit aussi depuis quelques années de la fabrication synthétique de particules minuscules, dites particules nano. Elles sont si minuscules que des milliers et des milliers y trouvent place dans un millimètre et elles sont utilisées pour la fabrication d'armes encore plus meurtrières. Mais, une fois de plus, on ment aux peuples et on leur promet même «l'Utopia», un «beau monde nouveau» guérissant toutes les blessures de l'opulence. Illusion du pouvoir et de la faisabilité. Un chiffre d'affaires annuel de plus de 1000 milliards d'Euros en 2015 et une part de la production mondiale envisagée à 15%.

Le gouvernement allemand a prévu un plan d'action, une «borne de la stratégie high-tech» pour «l'un des champs technologiques les plus prometteurs à un grand potentiel de marché».

Et: «En matière de la technologie Nano, l'Allemagne est à la tête de l'Europe». (Toutes les citations sont tirées d'un communiqué de presse du *Ministère fédéral pour la culture et la recherche* du 6 novembre 2006).

On sait pourtant exactement que cette technologie entraine des risques imprévisibles pour les hommes et pour l'environnement. On le dit franchement: les produits contenant ces particules sont déjà sur le marché, mais on n'a pas encore étudié leur répercussion sur l'homme et l'environnement. On dit également dans des documents officiels que des études déjà faites mentionnent le danger d'un haut degré de toxicité. Il est question de réactions biochimiques dans le corps humain jusqu'alors inconnues mais, sans tenir compte de ce qui précède, seul en Allemagne, plus de 500 entreprises vendent déjà ces produits.

Qu'est-ce qui nous prend et pourquoi nous nous laissons faire à ce point?

L'Europe a des traditions contraires à la folie. Comme exemples: le christianisme prône la dignité égale de tous les hommes, l'amour du prochain et le respect de la vie; Les Lumières appellent à ce qu'on se serve de la propre raison, à réaliser les mêmes droits pour tous et à se libérer de toute domination étrangère. Nos connaissances de la nature sociale de l'homme nous disent que le Moi a besoin du Toi, que l'humanité est une famille, «the family of men». Les connaissances de base et les «outils» pour arrêter la folie sont là alors, des pas concrets pourraient être élaborés ensemble. •

Courrier des lecteurs

77% de la population allemande contre l'engagement militaire à l'étranger

Une nette majorité de citoyens allemands est opposée à l'engagement de l'Armée de la République Fédérale à l'étranger. La plupart des citoyens ne veulent pas que le gouvernement fasse à l'étranger et en leur nom – et de plus sous le prétexte d'aide humanitaire! – des guerres abjectes et méprisantes. Faire la guerre et parler de défense des Droits humains en même temps, cela est plus que du sarcasme, c'est une gifle au visage de tous ceux qui sont touchés quotidiennement par les effets funestes de la guerre. Celui qui a vu les photos horribles des enfants difformes ou des gens cancéreux dans les régions infectées par les armes à l'uranium ne peut plus se taire. Cela brise le cœur de chaque mère, de chaque père, de chaque citoyen.

Tous les enfants, toutes les mères, tous les pères, tous les êtres humains sur cette terre ont le même droit à l'intégrité de la vie humaine. C'est la raison pour laquelle je suis très contente de divers articles au sujet de la démocratie directe et de sa possibilité de référendum.

A Erlangen où j'habite, il y a déjà longtemps que des parents, des grands-parents ou simplement des citoyens soucieux se sont mis ensemble pour s'engager pour un monde plus paisible. Dans des discussions nous avons cherché diverses possibilités de ne plus être utilisés comme des animaux à voter bêtement, de ne plus être réduits à la passivité muette dans un monde mis à feu et à sang. C'est sur cette idée-là que *Jens Loewe* met l'accent dans son article «Si le souverain parle, les autres organes doivent se taire».

Une chose s'est révélée de façon claire et nette lors des discussions, à notre stand hebdomadaire à la place du marché: beaucoup de citoyens ne soutiennent pas la politique de guerre de notre gouvernement, et la refuseraient lors d'un référendum (qui n'existe malheureusement pas encore au niveau fédéral). Ne voulant pas rester muets et observer, nous avons cherché d'autres possibilités au-delà des entretiens personnels et avons fait paraître dans un journal une annonce contre cette politique de guerre, initiée et financée par des citoyens.

L'écho était énorme, et il l'est encore. Avant le vote, au parlement allemand, sur les tornades, en très peu de temps 360 citoyens ont ainsi saisi l'occasion de faire entendre leur voix. De plus, ils ont parlé à d'autres citoyens. C'est ainsi qu'ils ont apporté leur contribution. Une première annonce a paru le 7 mars dans les «Erlanger Nachrichten». Entre-temps, il y a eu 700 signatures et une nouvelle annonce est envisagée. Beaucoup de citoyens, de pères et de mères avec leurs enfants viennent à notre stand pour nous remercier pour les informations, l'initiative et le courage. Certains reviennent le samedi suivant après en avoir parlé avec d'autres personnes et racontent leurs expériences.

La possibilité de mettre une annonce dans un journal régional n'est pas encore un référendum au niveau fédéral, mais c'est un élément constitutif d'un tel projet. Car «patience et longueur de temps font plus que force ni que rage»!

Elisabeth Kornder-Bilke, Erlangen (Allemagne)

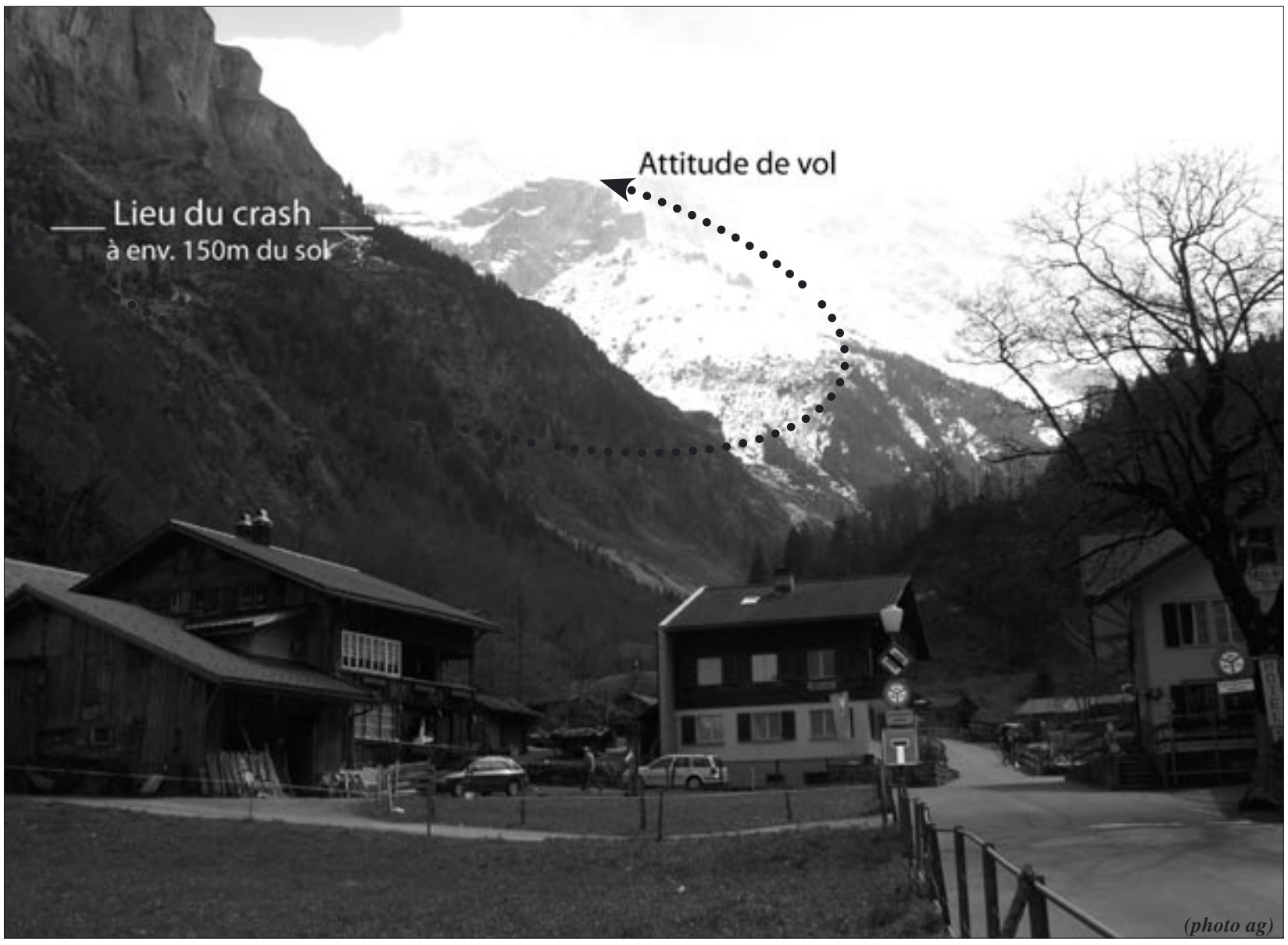
Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Il faut respecter la neutralité, obligation au regard du droit international



(photo ag)

Des témoins oculaires déclarent: «Nous n'avons pas besoin de ça, nous sommes un peuple pacifique.»

zf. La vallée de Lauterbrunnen est très étroite, peuplée de quelques familles d'agriculteurs seulement.

- Un homme raconte: «Tout à coup, nous avons entendu un bruit terrible. Même les vases de fleurs qui étaient dehors sur une table sont tombés. Dans cette vallée, l'armée suisse ne fait pas d'entraînement, elle est trop étroite et elle est habitée. Nous n'avons pas besoin de ça, nous sommes un peuple pacifique. Ici, l'avion volait déjà un peu plus haut, il était en train de reprendre de l'altitude.» L'homme indique d'un geste environ 150 m. [Remarque de l'intervieweur: Si le Tornado était déjà en train de remonter, cela veut dire qu'en aval il volait plus bas. Les Tornados peuvent descendre jusqu'à 60 m avec le pilote automatique.]
- Une femme raconte: «J'ai entendu le Tornado, il faisait un bruit infernal. Dans cette vallée, il n'y a jamais d'avions militaires, seulement des avions civils, mais ceux-ci volent très haut, et il y a aussi des hélicoptères. C'est bien que cela soit arrivé, car nous savons maintenant que des bombardiers allemands s'entraînent ici. Sinon, nous ne l'aurions jamais appris. Les Allemands n'ont rien à faire ici.»
- Dans un bistrot, un client s'indigne: «Heureusement que nous ne sommes pas membre de l'UE, autrement nous n'aurions plus rien à dire.» «On a entendu dire que les Allemands veulent faire leur enquête tout seuls, sans la participation de la Suisse. L'avion a fait le plein à Emmen. Les Allemands vont dire que c'est la faute au kérosène suisse si l'avion n'avait plus assez de poussée pour remonter.»
- Une femme raconte qu'elle a entendu le Tornado entre Spiez et Interlaken, que là déjà, il était très bruyant. Inquiète, elle a demandé: «Mais qu'est-ce qu'ils viennent faire chez nous?»
- Une serveuse s'énerve à propos des «Tornados allemands qui n'ont absolument rien à faire dans notre pays.»

La Suisse va-t-elle devenir un camp d'entraînement pour la guerre en Afghanistan?

par Stephan Fuchs

Lorsque le chef du DDPS *Samuel Schmid* a appris que des marines britanniques et des groupes SAS s'entraînaient en Suisse à son insu, il n'a pas trouvé cela très drôle. A Lauterbrunnen, des soldats d'élite anglais ont participé à des «camps d'aventures» parce qu'il n'y a pas de montagnes en Angleterre. L'année dernière, en été, la jeep d'une unité de la 82e Division aéroportée munie d'un équipement militaire et d'un plaque d'immatriculation civile a été photographiée à l'entrée des gorges de l'Aar dans l'Oberland bernois. Hier, un Tornado de l'armée de l'air allemande s'est écrasé contre la paroi nord de l'Ebnefluh: un mort, un blessé. La Suisse va-t-elle devenir un camp d'entraînement «neutre» de la guerre contre le terrorisme en Afghanistan?

Si Samuel Schmid n'était pas au courant de la présence de ces visiteurs anglais, qui alors savait quelque chose au sujet des troupes d'élite de la 82e Division aéroportée américaine?

Qui était au courant des vols de navigation «tout à fait normaux et autorisés»? Pourquoi l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) et l'armée de l'air suisse mentionnent-ils des lieux de décollage différents pour le Tornado allemand? D'après l'armée de l'air allemande, l'appareil est parti de Corse, d'après l'OFAC il est parti de Nîmes. Peut-être que la politique d'information, destinée spécialement à nos invités, appartient aussi au programme d'entraînement dans des conditions de guerre, car dans des pays comme l'Afghanistan également, personne ne sait qui est responsable de quoi. A la guerre comme à la guerre, également dans la Suisse neutre.

Source: Journalismus-Nachrichten von heute du 13/4/07

Plus de vols militaires étrangers au-dessus de la Suisse

«Le crash de l'avion de combat allemand Tornado en Suisse agite le monde politique. Au siège du Parlement, à Berne, certains demandent d'interdire à l'avenir de tels vols d'entraînement au-dessus du territoire suisse. [...] Selon la presse suisse, des politiciens de toutes tendances prennent leurs distances au sujet des vols d'avions militaires étrangers au-dessus de la Suisse.»

Source: Badische Neueste Nachrichten du 14/4/07

Dans le dos du peuple

En y entraînant régulièrement son armée de l'air, l'Allemagne utilise le territoire suisse pour ses propres préparatifs de guerre. C'est ce que le crash d'un Tornado allemand dans les Alpes bernoises a fait apparaître clairement. Des entraînements d'avions de combat allemands et d'hélicoptères militaires en haute montagne ne sont pas inhabituels en Suisse, a déclaré le DDPS après le récent accident mortel. Avec ces vols d'entraînement, la Bundeswehr se prépare à des opérations militaires dans des territoires accidentés. Elle suit en cela l'exemple de troupes spéciales anglaises qui se sont déjà entraînées en Suisse il y a quelques années pour des engagements spéciaux en Hindu-Kuch. L'appropriation de ce pays autrefois neutre par plusieurs Etats de l'OTAN est vivement critiqué. Il ne faudrait pas que la Suisse devienne un «camp d'entraînement à la guerre» des puissances d'intervention occidentales, peut-on lire dans les commentaires de la presse suisse. L'unité de l'armée de l'air allemande à laquelle appartenait l'avion qui s'est écrasé dernièrement près de Lauterbrunnen – le Jagdbombengeschwader 32, a participé en 1999 à l'attaque de la Yougoslavie et se tient actuellement prête pour la lutte contre d'éventuelles émeutes en Serbie. «Nous avons l'habitude des missions suicides», a déclaré un pilote de Tornado allemand dans un entretien accordé à gfp. «Peu importe que ce soit au dessus de la Serbie, de la Suisse ou en Afghanistan … nos pertes sont dues à des conditions de guerre. Elles sont prises en compte.»

gfp. Le Tornado ECR allemand, spécialisé dans les vols à basse altitude, s'est écrasé pendant un vol d'entraînement régulier au-dessus du territoire suisse. D'après les informations de la Bundeswehr, l'équipage avait décollé jeudi dernier de la base de l'Armée de l'air française de Solenzara (Corse) et rentrait à Lechfeld en Allemagne. Après une escale, l'avion de combat a changé de direction et a amorcé une manœuvre à travers les Alpes suisses. Les vols à basse altitude dans les vallées de haute montagne sont un défi en raison du terrain très accidenté et de la difficulté à évaluer les courants thermiques. Ils constituent un aspect prestigieux d'une excellente formation. «C'est nécessaire», déclare un pilote de Tornado allemand sous couvert d'anonymat car il craint des mesures disciplinaires. «L'entraînement prépare aux opérations militaires. Nous sommes là pour ça. Tout le reste, c'est des déclarations lénifiantes destinées à l'opinion publique.»

Des campagnes d'entraînement

Le Tornado ECR allemand s'est écrasé quelques minutes seulement après une escale. Le pilote, venant de la vallée, n'a pas réussi à faire remonter son appareil au-dessus des rochers abrupts. Selon le DDPS, les vols d'entraînement de l'armée de l'air allemande en Suisse ne sont pas inhabituels. Tandis que les avions de combat étranger n'effectuent que des entraînements «ponctuels» dans les vallées suisses de haute montagne, (apparemment 20 par an environ), des unités d'hélicoptères de la Bundeswehr y effectuent des exercices d'une semaine pour apprendre les manoeuvres dans des vallées et le long des versants de montagne.[1] Les vols risqués à basse altitude jusqu'à 300 mètres et à 100 mètres au-dessus des sommets sont permis, bien qu'ils gênent et mettent en danger la population. On ne peut contrôler les vols militaires car le contact radar est impossible en montagne, explique-t-on au DDPS.[2] Cette carte blanche donnée pour des manœuvres dangereuses est utilisée non seulement pas l'armée de l'air allemande mais aussi par les armées de l'air de la France, de l'Italie, de l'Autriche, de la Belgique et des Pays-Bas.

Interdépendance

Comme on le dit à Berne, l'ouverture des montagnes suisses – intéressantes pour l'aviation – aux armées de l'OTAN fait partie d'un système de coopération étendue qui entraîne le pays, autrefois neutre, dans les guerres de l'occident.[3] L'interdépendance s'étend maintenant aussi à des opérations d'occupation: Environ 200 soldats suisses sont stationnés en Serbie dans le cadre de l'OTAN, d'autres sont envoyés en Afghanistan et subordonnés là-bas à l'alliance militaire occidentale. De plus, la Suisse met du personnel et des hélicoptères à la disposition des troupes de l'UE en Bosnie-Herzégovine.

> Selon un pilote de Tornado allemand, «l'entraînement prépare aux opérations militaires. Nous sommes là pour ça. Tout le reste, c'est des déclarations lénifiantes destinées à l'opinion publique.»

Camps d'entraînement

Après le crash de l'avion de combat allemand, les opérations d'entraînement de l'OTAN sur le territoire de la Suisse autrefois neutre ont entraîné des tensions de politique intérieure. «On dirait qu'il s'agit d'une formation en vue d'opérations en Afghanistan» a estimé un expert en sécurité du Conseil national lorsque la pratique allemande d'entraînements de vols à basse altitude dans des vallées de haute montagne a été révé-

Suite page 6

Pas d'entraînement des armées impérialistes en Suisse

Les droits et devoirs des pays neutres

zf. Dans la *Convention concernant les droits et les devoirs des puissances et personnes neutres en cas de guerre sur terre* que la Suisse a ratifiée en 1910, l'article 2 stipule qu'«il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements.». Et l'article 5 dit ceci: «Une puissance neutre ne doit tolérer sur son territoire aucun des actes visés par les articles 2 à 4. Elle n'est tenue de punir des actes contraires à la neutralité que si ces actes ont été commis sur son propre territoire.» Dans son recueil de textes sur le droit public, le *Meyers Lexikon online* définit le droit de passage comme «le droit contractuel de traverser ou de survoler pacifiquement le territoire d'un pays étranger avec des unités militaires sur des routes le plus souvent précisées au préalable. En temps de guerre, il est interdit aux pays neutres d'accorder le droit de passage, si ce n'est pour le transport de blessés. Les pays membres de l'ONU sont tenus, à la demande du Conseil de sécurité, d'accorder le droit de passage pour une opération militaire de l'ONU.» Il est évident que l'Autriche, contrairement à la Suisse, respecte plus strictement ces devoirs des puissances neutres, car la population est très sensible aux violations de la neutralité.

Le DDPS, un Etat dans l'Etat?

Le DDPS sait que la population suisse veut également conserver la neutralité. Dans un bulletin du DDPS sur la politique de sécurité 29/2000, *Kurt R. Spillmann* présente aux conseillers en communication la stratégie à suivre: L'attachement de la majorité du peuple au principe de neutralité contraint le gouvernement à ouvrir sa politique de sécurité à doses homéopathiques.» *Anton Thalmann,* à l'époque secrétaire général du DDPS, devenu plus tard directeur de la mission suisse auprès de l'OTAN et aujourd'hui directeur adjoint du DFAE, s'est exprimé encore plus clairement lors d'un débat public à Berne en juin 1999: «Il faut laisser la neutralité, dont on n'a plus besoin, s'endormir paisiblement.» En septembre 2002, *René Eggenberger,* chef de la planification prospective au sein de l'état-major, a donné des nouvelles consignes lors d'un congrès sur la sécurité: «La Suisse doit se spécialiser et se rapprocher de l'OTAN. […] La neutralité n'a plus de sens aujourd'hui.»

A ce propos, il est intéressant de savoir que le conseiller fédéral *Samuel Schmid* a rencontré la semaine dernière aux USA le ministre américain de la Défense Gates, son adjoint *England, George Bush* père ainsi que le ministre de la Sécurité intérieure *Michael Chertoff* qui est responsable du démantèlement de la Constitution américaine. Schmid a qualifié cet échange de vues d'«indispensable». Pour l'armée suisse, les Etats-Unis sont, à son avis, un partenaire important parce que les officiers suisses suivent des formations aux USA et que l'armée de l'air suisse est équipée de 33 avions de combat F/A-18. La collaboration qui existe au niveau des services de renseignements est indispensable dans la lutte internationale contre le terrorisme. Le ministre de la Défense s'est entretenu avec Chertoff d'aspects de la sécurité intérieure ainsi que de la gestion internationale des crises. Schmid s'est intéressé tout spécialement aux interfaces entre la Garde nationale, les services de surveillance côtière et les autorités civiles. Il a déclaré: «En Suisse, nous sommes face à des défis tout à fait semblables.» Il a fait comprendre à ses interlocuteurs que la Suisse serait prête à s'engager dans le monde entier. Au nom de qui le chef du DDPS prend-il des engagements qui n'ont ni été débattus démocratiquement ni été votés? •

Source: *Thurgauer Zeitung* du 16/4/07

C'est dans cette vallée étroite que l'avion de combat allemand est passé à grand fracas à 600 km/h. (photo ag)

Déclarations de parlementaires

«On dirait qu'il s'agit ici d'un entraînement pour des opérations en Afghanistan»

«Je n'ai jamais entendu parler de vols d'entraînement de cette sorte», a déclaré *Paul Günther* (PS) de Därligen, conseiller national et membre de la Commission de la politique de sécurité (CPS). «Autrefois, les exercices de chasseurs étrangers étaient annoncés», explique le conseiller national *Boris Banga,* spécialiste de la sécurité au PS. Surtout quand il s'agit de vols à basse altitude, il faudrait informer la population. […] Banga trouve ces vols d'entraînement inquiétants, car l'espace aérien suisse est déjà trop exigu. La seule chose qui présente de l'intérêt pour l'entraînement de la Bundeswehr en Suisse, ce sont les montagnes. «On dirait qu'il s'agit ici d'un entraînement pour des opérations en Afghanistan». […]

«Le fait que les compétences n'aient pas été éclaircies indique qu'il s'agissait d'une opération exceptionnelle», a déclaré Banga. En effet, on ne sait pas encore qui est habilité à enquêter. «Il y a un conflit de compétences entre la justice militaire, les autorités civiles et les autorités allemandes», a déclaré le colonel *Martin Immenhauser,* attaché de presse de l'Office de l'auditeur en chef, à la *Jungfrau-Zeitung.* «La question n'est pas réglée.» A titre préventif, la justice militaire a pris l'affaire en main. La décision sur la compétence sera prise sous peu. «Nous voulons régler cette affaire le plus vite possible.»

Source: Fragen nach Nato-Einsätzen und der Zuständigkeit, in: Jungfrau-Zeitung du 13/4/2007

Le Parlement ne sait rien

Le conseiller national *Ulrich Schlüer* séjourne à Pékin. De là-bas, il exprime son indignation: «Le Parlement n'a pas connaissance d'une autorisation pour de tels survols.» C'est pourquoi il demande des éclaircissements au DDPS […] et un arrêt immédiat de ces survols de l'OTAN: «La connivence entre les chefs des armées de l'air et leurs arrangements doivent être tirés au clair.»

Source: Blick du 14/7/2007

Violations de la neutralité sur le territoire suisse

- Selon l'émission *10 vor 10* de la télévision alémanique, au cours de la seule année 2001, plus de 1000 soldats britanniques ont «fait des exercices» en Suisse.
- Des soldats d'élite britanniques déguisés en touristes s'entraînent pour des missions militaires sans permission dans l'Oberland bernois.
- En novembre 2002, des forces spéciales de la Royal Air Force ont effectué des atterrissages en hélicoptère sur des glaciers valaisans dans la neige poudreuse. Selon leurs dires, ils s'y entraînaient à atterrir dans le sable du désert et se réjouissaient des excellentes possibilités d'entraînement que présentent les Alpes suisses. Quelques mois plus tard, la Grande-Bretagne participait à la guerre en Irak.
- A l'été 2006, à l'entrée des gorges de l'Aar, la jeep militaire américaine d'une division engagée en Irak, la 82e Division aéroportée, a été observée; elle disposait d'un équipement militaire et avait une plaque d'immatriculation civile.
- Au début février 2007, des forces spéciales israéliennes se sont entraînées à Andermatt bien qu'Israël ne soit membre ni de l'OTAN ni du *Partenariat pour la paix.*

Berne, 13 avril 2007: Manifestation contre l'asservissement du DDPS à l'OTAN. (photo jd)

«Dans le dos du peuple»
suite de la page 5

lée.[4] Il ne faut pas que la Suisse devienne un camp d'entraînement pour la guerre en Afghanistan», écrivent certains journalistes.[5] En réalité, les exercices d'aviation dans des conditions difficiles ne servent pas uniquement aux opérations de la Bundeswehr dans les montagnes de l'Hindu-Kuch; les activités militaires allemandes dans d'autres Etats profitent également de la coopération germano-suisse. C'est ainsi que la 32e escadrille de chasseurs-bombardiers dont faisait partie l'avion accidenté est engagée depuis presque deux ans en ex-Yougoslavie. Là-bas, les bombardiers allemands ont participé aux opérations contre Belgrade qui ont fait de nombreux morts.[6]

Répartition du travail

En juin 1995, l'Allemagne a transféré ses Tornados ECR de la 32e escadrille vers la base aérienne italienne de Piacenza, d'où, le 7 août 1995, des avions sont partis pour le premier engagement à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale: Ils ont escorté des appareils américains dans l'espace aérien au-dessus de Sarajevo et ont ainsi rendu possible l'anéantissement de la défense aérienne yougoslave. L'escadrille a rempli la même mission du 24 mars au 11 juin 1999 lors de l'attaque suivante contre la Yougoslavie. La Bundeswehr reconnaît qu'en 2100 heures de vol 450 frappes ont été effectuées et que plus de 230 missiles Harm ont été tirés sur des positions yougoslaves – «pour protéger les avions de l'OTAN contre les missiles sol-air». «Effectivement, tant qu'une escadrille ECR patrouillait au-dessus du Kosovo, aucun avion allié n'a été attaqué», se félicite la Bundeswehr à propos de son rôle dans la guerre d'agression contre Belgrade contraire au droit international.[6]

«Elément constitutif»

Tandis que les Tornados RECCE de la 51e escadrille de reconnaissance (Immelmann) qui ont participé avec les Tornados ECR à l'engagement en Yougoslavie de 1995 à 1999, vont effectuer ces prochains jours leurs premiers vols réguliers en Afghanistan, la 32e escadrille reste, selon un communiqué de l'armée de l'air, «un élément constitutif des plans de l'OTAN pour le maintien de la paix» en Europe du sud-est.[7] Cette formulation trompeuse veut dire que les appareils de l'escadrille se tiennent prêts à intervenir en cas d'émeutes en Serbie. Les pilotes sont préparés à des conditions de vol difficiles. Comme en 1999 déjà, les Tornados ECR sont capables de repérer des radars dans des vallées de montagne accidentées et de les neutraliser lors de vols à basse altitude.

Logique globale

«Ce n'est pas le premier accident de Tornado, a confié à notre rédaction le pilote de la Bundeswehr. Jusqu'ici, 50 avions ont été détruits ou gravement endommagés et le nombre d'accidents ne fait qu'augmenter. L'attention a été attirée davantage cette fois-ci parce que cela ne s'est pas passé aux USA ou au Canada mais en Suisse … Il en tombera d'autres. C'est dans la logique des engagements à l'échelle mondiale.» •

Source: *www.german-foreign-policy.com* du 15/4/2007

1 *Factsheet Vols de navigation,* DDPS, 13/4/2007

2 ibid.

3 *Les forces aériennes suisses au Nordic Air Meet 2006 en Norvège,* DDPS, 25/09/2006

4 Fragen nach Nato-Einsätzen und der Zuständigkeit; *Jungfrau-Zeitung* 13/04/2007

5 Verkommt die Schweiz zum Kriegstrainingslager für Afghanistan? *oraclesyndicate.today.net/stories/3569888/*

6 Geschichte der 1./JaboG 32; *www.321tigers.de/*

7 Das Jagdbombengeschwader 32; *www.luftwaffe.de*

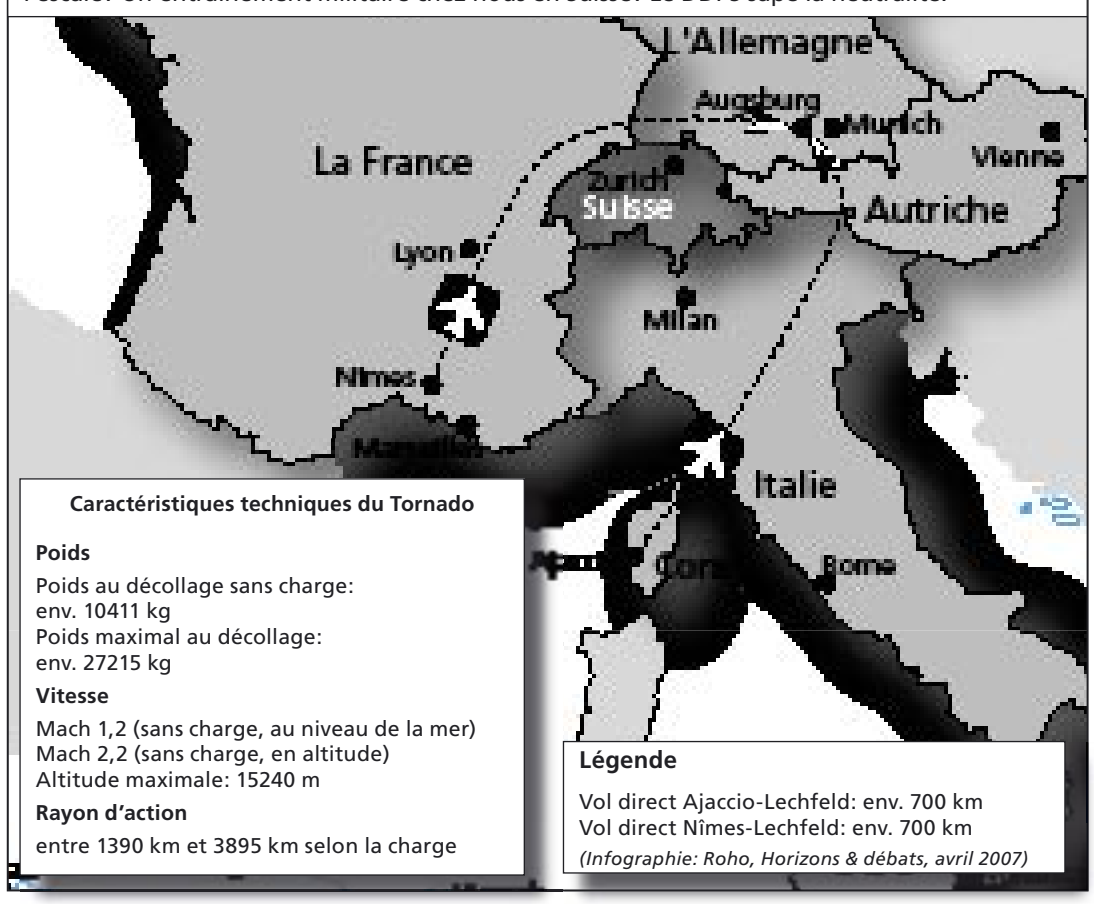
Il faut respecter la neutralité, obligation au regard du droit international

(photo ag)

Le mensonge de l'escale

On prétend que le Tornado rentrait de Nîmes ou de Corse à sa base de Lechfeld (près d'Augsburg) et qu'il a dû faire le plein en Suisse.

Or c'est suspect car le Tornado a une autonomie d'environ 1400 km (avec charge maximale de bombes) et d'environ 3900 km (sans charge). La distance du retour n'était que d'environ 700 km. Il n'était donc pas nécessaire de faire le plein. Qu'est-ce qui se cache derrière le mensonge de l'escale? Un entraînement militaire chez nous en Suisse? Le DDPS sape la neutralité.



(Infographie: Roho, Horizons & débats, avril 2007)

Les vols de l'OTAN sont-ils aussi dépourvus de risques que l'affirment les autorités?

En Suisse, ces bombardiers monstrueux m'ont préoccupé à deux reprises déjà. La première, c'était lors d'un meeting aérien officiel et la seconde lors d'un vol à basse altitude le long du Rhin près d'Eglisau. Ni le radar militaire ni le radar civil n'avaient capté l'avion volant à grand fracas à basse altitude en dessous de la voie d'approche de l'aéroport de Zurich-Kloten. Les autorités allemandes ont nié l'existence de ce vol. Il y a plus d'avions étrangers dans notre espace aérien que je ne le croyais. Si l'accident du *Tornado* n'avait pas eu lieu, nous n'aurions jamais rien su du «parcours de navigation» de cet avion de combat allemand. Je me demande ce que les pilotes faisaient dans cette région. Les vols de l'OTAN en Suisse sont-ils vraiment aussi dépourvus de risques que l'affirment les autorités?

Source: Werner Bucher, Blick du 13/4/2007

Complicité entre la Suisse et l'OTAN

par Daniel Neun

Selon le journal online indépendant *Journalismus von heute*, on a photographié l'été dernier une jeep de l'armée américaine à proximité du lieu du crash, à l'entrée des gorges de l'Aar dans l'Oberland bernois. Une jeep munie d'un équipement militaire et d'une plaque d'immatriculation civile appartenant à la 82e Division aéroportée. Des marines britanniques et des unités du Special Air Service se sont également entraînés à Lauterbrunnen. Le chef du Département fédéral de la Défense, de la Protection de la population et des Sports *Samuel Schmid* a prétendu ne rien savoir de ces activités.[1] La Suisse a envoyé 5 soldats participer à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan où ils effectuent surtout des missions de liaison. La Suisse participe à la mission de l'OTAN *Partenariat pour la Paix* et envoie des soldats au Kosovo et en Bosnie sous le commandement de l'OTAN.[2]

L'Armée de l'air suisse ont conclu avec plusieurs pays des accords de coopération - autorisés par le Conseil fédéral – concernant des entraînements militaires sur le territoire de la Confédération.[3] A Nîmes, d'où, selon les informations de l'*Office fédéral de l aviation civile*, le Tornado avait réellement décollé, est basé le 2e REI, célèbre régiment d'infanterie de la Légion étrangère française qui combat en Afghanistan sous le commandant d'*Hubert de Reviers de Mauny.* D'autres soldats sont manifestement stationnés en Afghanistan: les 200 soldats du 1er RPIMa et de la 13e RDP (nom de la mission: Ares).[4]

Pour quelle mission l'Armée de l'air allemande s'entraîne-t-elle?

Rappelons-le: Le Tornado ECR est fait pour neutraliser des radars. Or il se trouve que les Talibans n'ont absolument aucune installation de radar. S'il faut faire des exercices au-dessus des montagnes suisses, c'est en vue de l'Iran et non de l'Afghanistan. Il n'y a pas d'autre explication logique. La manière dont le crash s'est produit laisse supposer qu'il s'agissait d'essais de systèmes d'armes peu ou pas encore expérimentés. La hâte et l'impudence aveugle avec lesquelles l'envoi des Tornados a été accepté par le Bundestag qui se caractérise comme toujours par son apathie, son esprit borné et ses lamentations absurdes constituent un autre indice.

Comme l'engagement de la marine au large de la Syrie pour perquisitionner les bateaux sans le faire parce qu'il est possible de franchir en voiture la frontière ouverte entre la Syrie et le Liban, ces opérations de l'Armée de l'air allemande n'ont, une fois de plus, aucun sens.

En tout cas pas si l'on croit les explications de notre «ministre de la Défense» *Franz Jung* qui sollicite avec insistance plus d'engagement dans les guerres. A mon avis, cette affaire n'a de sens que si une véritable guerre est en train de se produire. Une guerre avec des soldats de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air et de la Marine. Et cela, parce que 80 millions de nigauds sont trop bêtes pour mettre à la porte notre gouvernement cinglé dirigé par *Angela Merkel* et *Franz Müntefering.* •

Source: *www.radio-utopie.de* du 13/4/07

[1] *www.oraclesyndicate.today.net/stories/35698887*

[2] *www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMArket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1007029394365&a=KCountryProfile&aid=1019745009328*

[3] *www.blick.ch/news/schweiz/artikel60334*

[4] *66.102.9.104/search 2005-04-13 17-30-06.html+Nimes.Nato&hl=de&ct=cink&cd=l&gl=de*

Courrier des lecteurs

Pas de Tornados allemands en Suisse

J'ai été très surprise d'apprendre que des Tornados allemands circulent dans le ciel suisse. Il paraît que se sont des vols d'entraînement dans les montagnes. On nous assure dans les journaux que ce n'est pas un entraînement pour la guerre en Afghanistan. Je n'en suis pas trop sûre. On sait d'ailleurs que 70% de la population en Allemagne est contre l'engagement des avions Tornado en Afghanistan. Et la Suisse y participe en quelque sorte. Les guerres actuelles sont une honte pour l'humanité. Nous ne sommes pas assez informés de ce qui se passe en Irak et en Afghanistan. En Irak, il n'y a plus de vie possible, ce n'est plus qu'une forme de survie. Les maisons sont détruites et quant à la reconstruction promise par les Américains, cela n'existe que sur du papier. Les hôpitaux sont détruits en grande partie et il manque du matériel médical. En Afghanistan la situation n'est pas meilleure. J'ai vu des images de nouveau-nés avec des malformations horribles jamais vues jusqu'alors, provoquées par les armes à l'uranium.

C'est en mettant à disposition l'espace aérien que la Suisse participe à ces guerres illégales au lieu d'entreprendre tous les efforts pour empêcher ces crimes.

Anne Marie Gautschi, L'Orient

Réactions en Allemagne

hd. Dans un communiqué de presse du 12 avril, le ministère allemand de la Défense a fait savoir que le Tornado qui s'est écrasé dans l'Oberland bernois faisait partie de l'escadrille de chasseurs-bombardiers 32 de Lechfeld et qu'il effectuait un vol long-courrier qui devait le ramener à sa base de Lechfeld en passant par Soleranza (Italie), la Corse et Emmen (en Suisse). Il s'agissait d'un «vol de navigation» visant plusieurs destinations. Selon l'édition en ligne du magazine *Der Spiegel*, l'escadrille de chasseurs-bombardiers 32 fait partie des «forces de réaction en cas de crise» de la Bundeswehr et elle a déjà opéré dans les Balkans. Selon *Deutschlandfunk*, les Tornados allemands devraient intervenir en Afghanistan dans les montagnes difficiles d'accès situées à la frontière avec le Pakistan. Il ne s'agit pas uniquement pour les Allemands de prendre des photos de reconnaissance aérienne mais de contribuer à leur interprétation. *Deutschlandfunk* cite le chef d'état-major de l'Armée de l'air Klaus-Peter Stieglitz: «Il me semble très important que nous ne nous contentions pas de faire parvenir des images à un utilisateur; nous les interprétons et les envoyons par voie électronique au poste de commandement de l'OTAN à Kaboul». Selon *Deutschlandfunk*, «on craint en Allemagne que ces résultats ne soient pas utilisés uniquement par la *Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS)* mais par les troupes qui combattent les talibans sous commandement américain dans le cadre de la campagne *Liberté immuable*. On ne peut pas écarter ces craintes d'un revers de main car les deux mandats, nettement distincts à l'origine, sont de plus en plus intriqués.» •

Un bombardier pouvant embarquer 8 tonnes de bombes

Le Tornado, qui peut atteindre une vitesse d'environ 2200 km/h, passe pour un des avions de combat les plus rapides et les plus manoeuvrables. Il est utilisé depuis 1981 par l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. La Bundeswehr allemande possède actuellement plus de 188 de ces appareils biplaces qui peuvent embarquer une charge totale de bombes et de missiles de 8 tonnes. Ils sont armés de deux canons Mauser de 27 mm et sont conçus pour voler à 30 mètres du sol. Leur cockpit est équipé d'installations high tech les plus modernes et les plus secrètes.

Pas d'entraînement des armées impérialistes en Suisse

Des Tornados de la Méditerranée à l'Hindu Kuch tout autour de l'Iran

Complicités dans la guerre menée par les USA

par Hans Georg

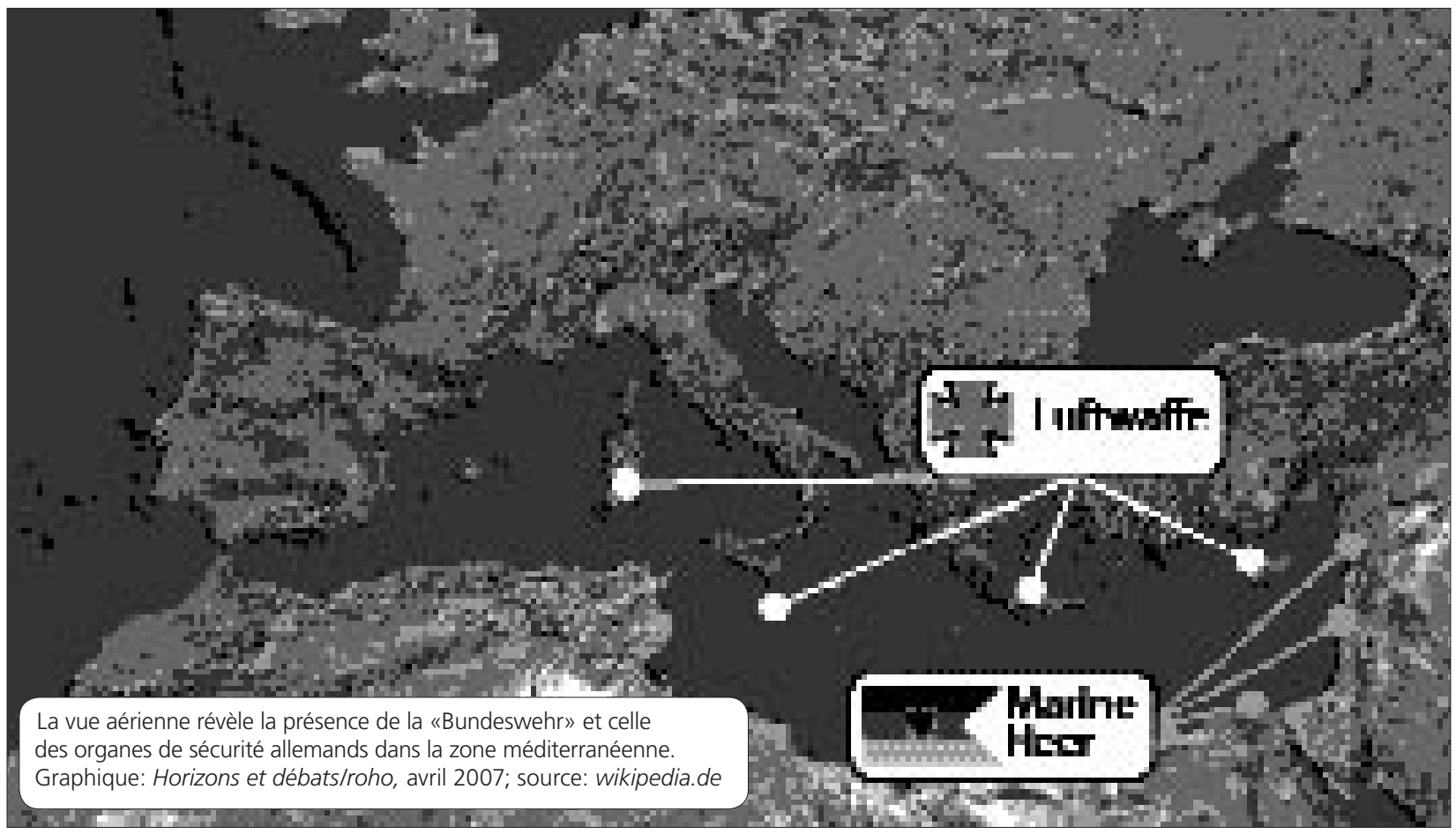
Après l'autorisation accordée par la Cour constitutionnelle allemande, six avions Tornado de l'armée de l'air sont partis vers l'Afghanistan. Avec le déplacement des centres de commandement aériens, l'armée allemande renforce le flanc offensif des troupes d'occupation à l'est. Ces dernières sont engagées de la Méditerranée à l'Hindu Kuch et menacent de larges zones des territoires islamiques riches en matières premières autour du golfe Persique.

Les mesures prises par Berlin augmentent simultanément les pressions sur l'Iran: Si l'on en vient à attaquer Téhéran, des unités allemandes sont déjà positionnées en Afghanistan, au large des côtes du Liban tout comme dans la corne de l'Afrique, prêtes à maîtriser l'embrasement redouté des Etats islamiques.

Des troupes allemandes protègent en particulier la périphérie ouest des zones d'opérations de la région méditerranéenne et utilisent pour cela des bases militaires en Italie et en Grèce.

La protection militaire assurée par les unités de l'Armée de l'air et de la Marine allemandes facilitera d'éventuelles opérations offensives américaines au Moyen-Orient, comme déjà pendant la première (1991) et la seconde (2003) guerre du Golfe contre l'Irak.

Les Tornados RECCE qui ont quitté l'Allemagne lundi se sont d'abord dirigés vers la base militaire de l'OTAN de Decimomannu en Sardaigne et effectuent là-bas des exercices militaires avec d'autres Tornados. Quelques jours plus tard, ils ont traversé la Méditerranée en direction des Emirats arabes unis et ont poursuivi leur vol vers l'Afghanistan. Des armements sont déjà transportés depuis le 12 mars d'Allemagne du Nord à Mazar-e-Sharif. Ce transport est effectué par des avions russes Ilyouchine 76, autre cas de coopération militaire germano-russe dans une guerre dont l'enjeu sont les régions du Moyen-Orient riches en matières premières. Les Tornados doivent combattre l'insurrection antioccidentale en Afghanistan. Ils appuient ainsi l'occupation menée par les Etats-Unis. Ce soutien n'est que la suite des semblables complicités militaires allemandes des 17 dernières années.



La vue aérienne révèle la présence de la «Bundeswehr» et celle des organes de sécurité allemands dans la zone méditerranéenne. Graphique: *Horizons et débats/roho,* avril 2007; source: *wikipedia.de*

Opération flanc sud

La République fédérale a déjà appuyé des opérations menées par les Etats-Unis pendant la première guerre contre l'Irak. Comme lors de la deuxième guerre du Golfe, les troupes allemandes n'ont pas participé directement aux combats. Cependant, à côté d'importantes contributions financières, Bonn a assumé des tâches qui ont déchargé les troupes d'occupation. Ainsi, Ankara avait exigé que des avions de l'OTAN soient stationnés à la frontière entre l'Irak et la Turquie pour protéger le pays et l'Allemagne a participé à cet engagement avec 18 avions et 212 soldats de l'Armée de l'air positionnés sur la base militaire turque d'Erhac. Afin de protéger les unités occidentales contre les mines marines, une unité antimines de la marine fédérale a été déplacée à l'est de la Méditerranée. Trois avions de patrouille maritime de type Breguet Atlantic participent en Sardaigne à la surveillance du territoire. En Sardaigne, l'Armée de l'air allemande entretient une base de formation militaire où ont lieu régulièrement des manœuvres dirigées par l'OTAN. Actuellement aussi, cette base est importante pour la guerre: dans les jours qui viennent, les Tornados RECCE effectueront leurs exercices d'intervention là-bas.

Opération «Tempête du désert»

Pour remplacer les unités américaines retirées du golfe Persique, l'OTAN a en outre déplacé pendant la première guerre du Golfe des unités permanentes sous contrôle allemand en Méditerranée. Pour cette intervention à proximité du Canal de Suez, une des plus importantes routes maritimes au monde, le port civil grec de Souda a été utilisé comme base de soutien. Tout près de cette base, l'Armée de l'air allemande possède également une base de formation militaire. Des nageurs de combat de la Marine allemande ont surveillé en 1991 l'unité de la Flotte pendant que des soldats de l'Armée de l'air s'occupaient des équipes. En tout, 2300 soldats de la Marine allemande étaient engagés lors de la première guerre du Golfe (opération «Tempête du désert»).[1] D'autres armes de la «Bundeswehr» ont également appuyé l'invasion occidentale. L'Armée de l'air a effectué des vols de ravitaillement pour le front de guerre occidental, elle a rassemblé des informations sur les techniques militaires présumées d'Irak. Des accords ont autorisé l'utilisation de ce qui restait de l'arsenal de la RDA remis à la «Bundeswehr» après la réunification.

Opération «Provide Comfort»

Après la fin des combats en Irak, Bonn a continué d'apporter son soutien aux armées occidentales. Le gouvernement fédéral a de nouveau envoyé une unité antimines de la Marine, cette fois directement dans le golfe Persique. Le port de Bahreïn servait de base. L'Emirat était réputé «favorable à l'Allemagne» et assurait la protection des unités allemandes avec des soldats munis d'un équipement moderne. Lorsque des sécessionnistes kurdes ont commencé à se battre contre le gouvernement central irakien, l'armée allemande a participé à des mesures au profit des réfugiés kurdes (opération «Provide Comfort»): des infirmiers, des avions de transport et la 26e Brigade aéroportée ont été engagés dans le nord de l'Irak, en Turquie et en Iran. Jusqu'en 1996, l'Armée de l'air allemande a transporté des inspecteurs des Nations unies en Irak, des collaborateurs de la commission UNSCOM de l'ONU qui devaient s'assurer que l'Irak ne possédait pas d'armes chimiques de destruction massive.

Opération «Liberté pour l'Irak»

La participation de la République fédérale à l'agression illégale contre l'Irak au printemps 2003 faisait suite à des années d'activités militaires au Moyen-Orient sous forme d'appui aux unités combattantes. Ainsi, Berlin a renforcé les troupes de la «Bundeswehr» en Afghanistan afin que l'armée américaine puisse se concentrer sur ses préparatifs de guerre. Quelque 3800 soldats allemands surveillaient la centaine d'installations militaires américaines en Allemagne. Des chars Fuchs étaient positionnés au Koweït, des avions radar AWACS patrouillaient avec la participation allemande dans l'espace aérien turc à proximité de l'Irak. Lors des préparatifs de l'offensive, des espions allemands ont également été engagés. Il est reproché à plusieurs agents des Services de renseignements allemands (BND) d'avoir signalé des cibles pour les bombardements américains sur Bagdad. Des navires de l'unité d'intervention de l'opération «Liberté immuable» stationnée à Djibouti ont escorté des navires de guerre des USA et de la Grande-Bretagne jusque dans les zones de combat. Finalement, Berlin s'est efforcé de rendre la guerre possible en empêchant ses conséquences les plus graves: le gouvernement allemand a mis gratuitement à la disposition d'Israël des missiles antiaériens.

Opération flanc ouest?

Les actuelles menaces de guerre contre l'Iran peuvent compter sur un soutien allemand. Au cours des derniers mois, Berlin a continuellement envoyé de nouvelles troupes dans la région pour une nouvelle protection de la «deuxième ligne». A côté de l'Afghanistan et de la corne de l'Afrique, l'est de la Méditerranée, c'est-à-dire le flanc ouest de la région en guerre du Moyen-Orient joue un rôle primordial. En été dernier déjà, une unité de la Marine a été déplacée à Chypre et patrouille le long des côtes du Liban avec 2400 soldats. Le mandat comprend des membres de l'infanterie de Marine et des «conseillers» pour l'armée libanaise. De plus, l'armée allemande a là-bas également un navire qui ne dépend pas du commandement de l'ONU, le navire espion *Alster.* En outre, les bases militaires aériennes de Sardaigne et de Grèce peuvent également être utilisées, comme lors de la première guerre du Golfe. Elles étendent le territoire en guerre jusque dans des régions centrales de la Méditerranée.

Présence allemande

Le soutien militaire allemand garantit à la République fédérale, au prix de pertes relativement peu importantes, une présence permanente dans les centres de planification militaires et une position solide dans les luttes d'influence sur les territoires en proie à la guerre. •

Source: *www.german-foreign-policy.com* du 1/4/2007

[1] Torben Jürgensen: *Der Minenabwehrverband Südflanke im Zweiten Golfkrieg 1991.* Discours tenu lors de la 45e Conférence historique et opérationnelle de la Flotte en 2005 (Traduction *Horizons et débats*)

L'avis d'un expert militaire allemand

La question se pose de savoir pourquoi les pilotes venant de Corse n'ont pas passé par l'Italie et l'Autriche car c'aurait été la route la plus directe.

C'est que l'Autriche n'aurait probablement pas autorisé ce vol. Elle a toujours été très stricte et la population autrichienne est très sensible à la question. Elle n'a pas non plus autorisé les survols pendant la guerre du Golfe. Je m'étonne que la Suisse soit si généreuse. Elle s'est montrée assez laxiste en ce qui concerne les permissions de survols ces dernières années. D'abord, je me suis demandé pourquoi le Tornado était parti de Corse et non de la base militaire de l'OTAN de Decimomannu en Sardaigne. Là-bas, il y a un grand terrain d'entraînement de l'armée de l'air allemande où on largue même des bombes.

Autrefois, il fallait faire des détours pour retourner à la base de départ. On passait par la vallée du Rhône ou par l'Autriche.

Je ne peux pas imaginer que la Suisse n'ait pas donné son autorisation. Ces survols doivent être autorisés par la Suisse.

En apprenant que l'avion était passé par la vallée de Lauterbrunnen, qui a de hautes montagnes escarpées, j'ai tout de suite pensé aux montagnes d'Afghanistan, donc à des vols d'entraînement en vue d'interventions en Afghanistan.

Les sociétés militaires privées – un danger pour la démocratie et la paix

La Suisse veut soumettre le mercenariat au droit international

par Ian Hamel

En Irak, 20 000 hommes armés n'obéissent pas aux ordres d'officiers supérieurs mais aux PDG de Blackwater, Global Risks ou DynCorp. Pour empêcher que ces sociétés militaires privées américaines, britanniques ou sud-africaines puissent continuer à faire n'importe quoi, en toute impunité, la Suisse organise en novembre prochain une conférence internationale à Genève.

En 1995-1996, des mercenaires embauchés en Bosnie par la société américaine *DynCorp* sont impliqués dans une affaire de racket et de trafic d'adolescentes. Quelle a été leur sanction? Ils ont simplement été licenciés. DynCorp a continué à recevoir de juteux contrats de la part de l'administration américaine. En Irak, des employés de deux autres sociétés militaires privées, *CACI International* et *Titan Corporation,* sont accusés d'avoir organisé des actes de torture à la prison d'Abou Ghraib. Contrairement aux militaires, condamnés à de la prison ferme, les mercenaires ont échappé aux sanctions. En effet, selon la loi militaire, un civil n'est pas passible de la Cour martiale tant que le Congrès n'a pas déclaré la guerre. Et Washington n'a jamais déclaré officiellement la guerre à l'Irak!

Pourquoi cette brutale prolifération de «barbouzes» sur les champs de bataille? Tout simplement parce que les grands pays, par mesures d'économies, coupent dans leurs effectifs. *Stéphanie Jung,* auteur d'un mémoire sur «Les nouveaux entrepreneurs de guerre» constate qu'entre 1987 et 1997 les armées américaine, russe, française et britannique, ont fondu de 4,2 à 1,2 million de bidasses. Comparé à un militaire de carrière, un mercenaire n'a que des avantages: on ne cotise pas pour sa retraite, en cas de décès, on ne le comptabilise pas dans les pertes, et il fait les sales besognes sans mouiller le pays qui le recrute!

Les ONG utilisent des sociétés militaires

Mais la Suisse a décidé d'être le grain de sable qui pourrait empêcher cette grande machine infernale de continuer à tuer en toute impunité. En clair, la direction du droit international public au Département fédéral des Affaires étrangères cherche à combler le vide juridique qui entoure ces sociétés militaires privées (SMP), dont certaines sont cotées en bourse, comme CACI International et Titan. Dans la plus grande discrétion, des réunions de travail ont permis de recueillir les points de vue des responsables de ces «private military firms», comme des représentants des pays qui les emploient. En janvier 2006, un atelier de travail organisé par le Département des Affaires étrangères a réuni 9 pays concernés par le mercenariat.* «Nous mettons sur pied en novembre prochain à Genève une conférence internationale sur ce sujet où seront invités un maximum d'experts gouvernementaux», souligne *Christine Schraner,* vice-directrice de la direction du droit international public.

Concrètement, il devrait sortir de cette première conférence des recommandations précises afin de mieux assurer à l'avenir le respect du droit international humanitaire. En d'autres termes, il s'agit de tracer des lignes jaunes que les sociétés militaires privées ne devront dorénavant plus dépasser. En premier lieu, la Suisse juge indispensable de pouvoir désigner clairement le responsable de toute action menée par des mercenaires. Le responsable étant, en l'occurrence, le pays contractant. Ainsi en Irak, même si la société militaire privée est domiciliée aux Iles Caïmans, et si ses gros bras sont croates ou sud-africains, le donneur d'ordre est bien américain.

Une association de mercenaires anglais

Mais concrètement, ces recommandations ont-elles une chance d'aboutir, ou vont-elles restées lettres mortes? La Suisse est un petit pays neutre et les grandes puissances se satisfont très bien de ce «no man's land» juridique qui entoure les sociétés militaires privées. La France n'ira à Genève qu'en traînant les pieds. Néanmoins, tous considèrent que l'on ne peut plus faire n'importe quoi. La conférence de Genève pourrait être un premier petit pas dans la bonne direction.

Le Département suisse des Affaires étrangères, dirigé par la socialiste *Micheline Calmy-Rey,* envisage dans un deuxième temps de présenter ces recommandations à la prochaine assemblée générale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en 2007. Dès le départ, le CICR est en effet partie prenante de cette réflexion sur les sociétés militaires privées.

«Il ne s'agit pas de cautionner le mercenariat, mais de constater qu'il ne peut plus être ignoré. Tout le monde utilise ces sociétés, les multinationales comme les ONG et les journalistes. Notre tâche consiste à favoriser une régulation du secteur, afin qu'il se dessine une frontière entre les SMP, véritablement professionnelles, qui respectent le droit humanitaire, et les autres», commente *Claude Voillat,* chargé des relations avec le secteur privé à la direction des opérations du CICR.

Pour le CICR, Il s'agit entre autres d'encourager ces sociétés militaires privées à faire elles-mêmes leur propre police par le biais d'associations, comme la *British association of private security compagnies* (BAPSC), qui tiendra son premier congrès les 30 et 31 octobre prochain. Les mercenaires anglo-saxons, plus pragmatiques que leurs collègues latins, slaves ou africains, estiment que les sociétés militaires privées jouissant d'une image «convenable» prendront des parts de marché sur les autres …

Source: *www.michelcollon.info*

* Le Conseil fédéral a publié un rapport le 2 décembre 2005 de 62 pages sur les entreprises de sécurité et les entreprises militaires privées

Les mercenaires, deuxième force armée en Irak

Le Pérou ratifie la convention de l'ONU contre les troupes mercenaires

Gl. Entre 30 000 et 50 000 mercenaires sont à l'œuvre en Irak. Ceci en fait la deuxième force armée après les troupes des Etats-Unis, a déclaré un représentant de l'ONU, le 1er février à Lima. Des centaines de soldats en provenance d'Amérique latine sont engagés dans la guerre.

«Le nombre de morts de l'Amérique latine vient en second après celui des pertes de l'armée des Etats-Unis» a dit *José Luis Gomez del Prado*, un membre de la commission de l'ONU qui s'occupe de l'engagement des mercenaires». Il a dit aussi que 500 mercenaires tués avaient été rapatriés en cercueil. On estime que rien qu'en Irak il y aurait un millier de mercenaires Péruviens.

Le recrutement se fait par le biais d'entreprises aguicheuses qui s'installent dans le pays pour un mois et disparaissent ensuite sans laisser de trace. En août 2006, il y a même eu dans les journaux de Lima des annonces destinées aux anciens membres de l'armée et de la police pour leur proposer de prendre part à des «tâches de sécurité» en Irak. On leur offrait un salaire «excellent». Des centaines de candidats se sont présentés.

Les annonces provenaient de *Triple Canopy*, une société qui a son siège dans l'Etat américain d'Illinois. L'entreprise offre des services de sécurité aux institutions américaines et en particulier aux Américains en Irak. Grâce à ses relations avec le gouvernement *Bush* elle a obtenu des contrats qui lui rapportent des millions. L'extension de *Triple Canopy* démontre le succès des nouvelles affaires avec les armées privées.

Les entreprises s'engageant dans ce secteur ont d'excellents contacts au Pérou et peuvent même parfois profiter des institutions et de la munition de l'armée officielle du Pérou pour les camps d'entraînement de courte durée.

Cette situation a soulevé de fortes protestations. Celles-ci ont amené le Pérou à ratifier, comme cinquième Etat de l'Amérique latine, le 10 février 2007, à l'occasion de la visite de la délégation de l'ONU, la convention internationale contre les troupes mercenaires. •

Source: *CSCAweb* le 16/2/07 et *El comercio* (Pérou) le 2/2/07. (Traduction *Horizons et débats*)

Les sociétés militaires privées – les nouveaux mercenaires

Les sociétés militaires privées et leurs clients opèrent dans plus de 50 zones de conflit dans le monde, mais leur premier client est le contribuable américain: Washington a signé plus de 3000 contrats avec des PMF [Private Military Firms] au cours de la dernière décennie. Après la fin de la guerre froide, le secteur privé s'est épanoui dans un contexte de réduction des moyens militaires (l'armée américaine n'est plus que les deux tiers de ce qu'elle était pendant la première guerre du Golfe, en 1991), d'exigences croissantes de nouveaux déploiements et de technicisation de la guerre moderne. […]

Bien qu'elle n'ait pas plus d'une dizaine d'années, l'industrie militaire privée affiche un revenu annuel mondial d'environ 100 milliards de dollars et a adopté toutes les règles du jeu washingtonien du lobbying. En 2001, dix sociétés privées de pointe ont dépensé plus de 32 millions de dollars en lobbying et donné plus de 12 millions à des partis politiques. A elle seule, la firme *Halliburton* a donné plus de 700 000 dollars entre 1999 et 2002, dont 95% au parti républicain; *DynCorp* en a donné plus de 500 000, dont 72% aux républicains. Curieusement, les dépenses de lobbying d'Halliburton ont baissé de moitié après l'accession de son ancien PDG, *Dick Cheney,* à la vice-présidence des Etats-Unis – obtenant un bien meilleur retour sur investissement, puisque ses contrats ont triplé sous l'administration Bush.

Dès le début, les sous-traitants privés ont joué un rôle-clé dans la guerre d'Afghanistan. Leurs hommes, déployés avec les forces militaires américaines sur le terrain (y compris avec les unités paramilitaires de la CIA, qui ont été les premières à y poser le pied), y ont assuré l'entretien de l'équipement de combat, le soutien logistique, et ont régulièrement participé à des vols de surveillance et d'identification des cibles. Ce rôle continue, et des contractuels font maintenant partie de l'opération conjointe armée/CIA qui essaie de traquer *Oussama Ben Laden* le long de la frontière pakistano-afghane.

Les PMF ont joué des rôles tout aussi variés dans d'autres points chauds de la lutte antiterroriste. Aux Philippines, dans les opérations contre la guérilla islamiste, DynCorp travaillait à la logistique. DynCorp encore est directement impliquée dans la lutte contre le trafic de drogue en Colombie. Lorsque les Etats-Unis ont déployé un contingent pour la formation militaire dans l'ancienne République soviétique de Géorgie, il était essentiellement composé de militaires privés. A Guantanamo, les talibans et membres présumés d'Al-Qaida sont incarcérés dans une prison militaire construite par la division KBR d'Halliburton et sont interrogés avec l'aide de contractuels de sociétés comme Titan. Mais c'est avec la guerre d'Irak que cette industrie est véritablement devenue adulte. Avant le conflit, les sociétés privées ont largement participé aux préparatifs, approvisionnement, entraînement, et même aux exercices de simulation et planification des combats dans le désert koweïtien. L'énorme complexe militaire américain de Camp Doha, d'où a été lancée l'invasion, était construit, géré et gardé par un groupe privé.

Pendant l'occupation de l'Irak, la demande d'aide privée a explosé, à mesure que les scénarios optimistes élaborés par les têtes politiques du Pentagone s'effondraient. Ni le Congrès ni les échelons supérieurs du Pentagone ne disposent de chiffres précis, mais le nombre de militaires privés actuellement déployés en Irak est estimé être 15 000 à 20 000 personnes, employées par des dizaines de sociétés. Les PMF assurent trois fonctions principales en Irak: soutien militaire, entraînement militaire et conseil, ainsi que certains rôles tactiques militaires. Ce sont des tâches essentielles, mais les PMF ne font pas, formellement, partie des forces armées, ce qui entraîne des dysfonctionnements, parfois graves, en termes de partage des renseignements, ainsi qu'une certaine confusion sur les droits et les responsabilités dans le cadre du combat. […]

Le recours aux PMF amortit le coût politique de la guerre, atténuant le besoin de faire appel aux réservistes ou aux alliés. En outre, contrairement aux règles en vigueur pour les victimes militaires, la diffusion des informations sur les pertes civiles est à la discrétion des employeurs: pas plus qu'on ne sait le nombre exact de PMF présents en Irak, on ne connaît les chiffres précis des pertes enregistrées dans leurs rangs, estimées entre 30 et 50 personnes.

Avec des hommes de plus de 30 nationalités, les PMF ont fini par fournir à l'administration Bush une coalition internationale d'un autre type en Irak. Il y a plus de contractuels militaires privés sur le terrain que de soldats de n'importe quelles forces régulières alliées, y compris de Grande-Bretagne. A elle seule, l'une de ces sociétés, *Global Risks,* y compte quelque 1100 employés, dont 500 gurkhas népalais et 500 soldats fidjiens. Global Risks est ainsi le sixième fournisseur de troupes en Irak.

Dans le soutien logistique, Halliburton a décroché l'équivalent de 6 milliards de dollars en contrats en Irak. Ses activités vont de la restauration des troupes (sous-traitées à d'autres sociétés) au convoyage de carburant ou aux réparations dans le secteur pétrolier. DynCorp joue un rôle prioritaire dans les programmes de formation de la police irakienne. A l'origine, le contrat a été accordé pour 50 millions de dollars, mais il pourrait atteindre jusqu'à 800 millions. Cette société, dont le siège est juste à côté de l'aéroport Washington-Dulles, à Reston (Virginie), accomplit 96% de ses activités avec l'Etat américain, mais son image a souffert d'un scandale (prostitution et trafic d'armes) dans lequel certains de ses employés sous contrat en Bosnie et au Kosovo ont été impliqués. […]

C'est dans le domaine du combat, toutefois, que l'évolution du secteur des PMF est la plus spectaculaire. C'est la première fois en Irak que des firmes privées jouent un rôle tactique aux côtés des troupes américaines, dans trois domaines: elles participent à la défense des installations, à la protection de personnalités importantes comme *Paul Bremer,* le chef de la CPA [Autorité provisiore de la coalition], et escortent les convois. Tout cela est crucial pour le succès de la mission américaine. […]

«L'Irak, actuellement, est une mine d'or. La marge bénéficiaire est incroyablement élevée, bien plus que le facteur risque», relève *Duncan Bullivant,* le chef de la société britannique *Henderson Risks.* Les soldats des PMF gagnent deux à dix fois plus que leurs collègues des forces régulières, les mieux payés étant ceux qui ont eu une formation d'élite.

Source: Peter W. Singer, «Irak: les nouveaux mercenaires», Le Monde du 26/5/04

¿Hasta cuándo nos seguiremos callando los alemanes?

por Karl Müller, Alemania

Hasta hace poco se podía leer respecto a la guerra de Israel contra el Líbano y Palestina, o el Oriente próximo: «Europa se calla frente a hechos que violan el derecho internacional como la destrucción de las infraestructuras civiles de un país independiente, las grandes pérdidas en la población civil y el renovado impulso del odio. Europa se calla frente a la toma de parlamentarios y ministros como rehenes, frente al comunicado oficial de los jueces israelís que declaran como legal el matar sistematicamente, se calla frente a un pueblo sometido a vivir como en un gueto así como al status no declarado de Israel como potencia atómica.

Götz Grossklaus, profesor retirado de nueva filología alemana en la Universidad de Kalsruhe y profesor adjunto de historia de los medios de comunicación en la Escuela Superior Estatal de Diseño en Kalsruhe, se refirió en un artículo en el «Neue Zürcher Zeitung» del 31 de Marzo al silencio de Europa frente a la violación constante del derecho.

Sólo uno de los pocos?

El sábado de gloria tuvieron lugar por toda Europa, también en Alemania, las marchas tradicionales de Pascua. También en esa ocasión hubo quienes tomaron la palabra, rompiendo el silencio. Pero, ¿cuántos eran? 100 000 en Alemania, por ejemplo. Con una población de 80 millones, es un 0,1 por ciento. Está bien que los haya, y que su número haya crecido. Pero a los dueños del poder, estos manifestantes todavía no alcanzan un punto crítico tanto en cantidad como en calidad como para que lleguen a infundirles temor.

En Europa, y sobre todo en Alemania, son muchos todavía los que se callan. Y precisamente Alemania sería tan importante para Europa. Así como están hoy las cosas: mientras Alemania se calle, continúa la política de destrucción, y Europa, UE-Europa no puede hacer logros fundamentales. Alemania frena.

Destrucción, es decir, guerra, explotación y menosprecio por la vida, por los seres humanos y el medio ambiente. ¿Hasta cuándo va a callarse Alemania? ¿Hasta cuándo los alemanes queremos tolerar un gobierno que

Montaje fotográfico al dibujo a pluma «La perdición» de A. Paul Weber de 1932

no sólo frena y mira pasivamente sino que participa activamente en esa destrucción, y quiere además dirigir Europa?

En Nadschaf – Iraq – protestaron cientos de miles en contra de la ocupación extranjera y el gobierno de ocupación. En Iraq la muerte está siempre presente, no es posible una vida normal – no a pesar de la ocupación sino a caEEUU de ella. ¿Porqué no protestaron cientos de miles en Berlín, Munich, Hamburgo o Colonia en contra de la ocupación en Iraq?

También en Afganistán mueren los habitantes a diario. Mueren porque no tienen suficiente para comer; mueren porque son víctimas de armas que violan los derechos de la humanidad, como las que contienen uranio; mueren porque la Otan nuevamente está haciendo una «ofensiva de primavera». En Afganistán no podían protestar cientos de miles. ¿Pero porqué no protestaron cientos de miles en Berlín, Munich, Hamburgo o Colonia contra la guerra en Afganistán?

En Sri Lanca, una parte de la población, los tamiles, van a perder su identidad y desaparecer como pueblo. Allí también hace estragos una guerra sangrienta – mientras el gobierno de EEUU firma contratos para instalar bases y apoya al gobierno en sus asesinatos. Armas de EEUU para el gobierno más bases militares para EEUU tienen como resultado el genocidio de los tamiles. Esta es una de las ecuaciones criminales de la política imperial. Y EU-Europa cubre los crímenes. Y se calla además frente a los planes de la próxima guerra.

Esa avidez de poder y dinero ha alcanzado un tal grado de morbosidad que incluso el suicidio colectivo puede ser posible. Los científicos han perdido la noción del sentido común, se han vuelto inhumanos y se han degradado más y más hasta convertirse en fríos tecnócratas de la destrucción. Se investiga para la guerra, para ver como se puede destruir más brutalmente, de forma más maligna y arrogante, vidas, culturas y el medio ambiente. Se investiga para el lucro, para el ídolo Mammon. Un mundo sin Dios. Un nihilismo llevado a sus últimas consecuencias.

El mito de la Torre de Babel: el querer ser como Dios, el permitirse condenar a otros a un destino siniestro y decidir sobre la vida y la muerte sin ningún respeto por la vida.

El volúmen de ingresos, el márgen de ganancias son las fórmulas de los modernos aprendices de magos. Abrieron la caja de Pandora, y no sólo una. La de la energía atómica: una hipoteca radiante por millones de años. La manipulación de los datos genéticos: hoy se sabe que son irreversibles y de consecuencias no previsibles. Y desde hace un par de años, la producción sintética de partículas mínimas, las llamadas nanopartículas. Son tan ínfimas, que miles de ellas entran en el espacio de un milímetro. Se van a utilizar para armas todavía más terribles. A la humanidad se le miente nuevamente: con la promesa «utopía», un «nuevo mundo hermoso» para curar todos los daños del bienestar. La demencia de hacer todo y poder todo con un volumen de ingresos anual de más de un billón de euros en el año 2015 y una participación del 15 por ciento en la producción mundial.

El gobierno alemán ha formulado un plan de acción, una «piedra miliar en la estrategia hightech» para uno «de los campos tecnológicos más prometedores con un gran potencial de mercado» Y: «En la tecnología nano Alemania va a la cabeza en Europa». (Estas citas son extraídas de un comunicado de prensa del Ministerio Federal de Educación e Investigación del 6 de noviembre de 2006). A la vez se sabe exactamente que esa tecnología supone riesgos imprevisibles para la humanidad y el medio ambiente. Se dice abiertamente en documentos oficiales: Los productos con las partículas ya están en el mercado pero no se ha investigado aún cómo pueden influir en los seres humanos y en el medio ambiente. Estudios ya existentes hablan del peligro a caEEUU del alto contenido venenoso de las partículas y de reacciones bioquímicas en el cuerpo que nadie sabe explicar exactamente. Pero así todo, sólo en Alemania, hay más de 500 empresas que las han puesto en venta.

¿Cómo es posible que permitamos esto?

Por otro lado, Europa tiene tradiciones que se oponen a esa demencia. Por ejemplo: El cristianismo que vela por la dignidad de todos los seres humanos, el amor a los semejantes y el respeto por la vida. La Ilustración que nos hace el llamamiento de recurrir a la propia razón, de hacer realidad que los mismos derechos tengan vigencia para todos, y el liberarse de cualquier dominación impuesta desde fuera. Sabemos que el ser humano es un ser social por naturaleza, que la humanidad es una familia, «the family of men», que el «yo» necesita del «tú». Los conocimientos fundamentales y los medios para frenar esa demencia están al alcance. Conjuntamente podrían elaborarse medidas concretas. •

(Traducción *Horizons et débats*)

Empresas militares privadas – un peligro para la democracia y la paz en el mundo

por Tobias Salander, Historiador

Igual por donde uno mire, se privatiza. Desde que finalizó la guerra fría, con el triunfo de la economía de mercado sobre el plan económico socialista, se predican sin cesar, en el mundo entero, las bendiciones de la globalización. Desde el momento en que el mundo bipolar de la posguerra se transformó en el mundo unipolar bajo la hegemonía de EEUU, ha crecido el número de guerras ofensivas. La mano invisible del mercado unida a la mano de hierro de los militares han roto barreras.

Cada vez con más descaro hacen su presentación los Global Players exigiendo arrogantemente y con violencia la protección de sus intereses.

Pero, despues de la caída de la cortina de hierro, resulta difícil hacer plausibe a la población de ambas partes, los costos inmensos para la mantención del aparato militar. Por eso los apologistas del neoliberalismo se han apropiado de la rama seguridad, poniéndola bajo la competencia de los desvaríos del liberalismo y privatización.

Socavación de la competencia estatal y del sentido del bien común

Despues de más de 350 años de la Paz de Westfalia, del establecimiento de la soberanía de los estados y su derecho exclusivo a la defensa propia, el mundo actual se encuentra en un estado de peligrosa socavación de la competencia estatal y del sentido del bien común. Y ahora, también, algo tan sensible como lo referente a la seguridad pública, es decir, a la guerra y la paz, pasa cada vez más a ser la responsabilidad de empresas privadas que persiguen el beneficio propio. Si conceptos tales como mercenarios y legión extranjera son conocidos y los relacionamos con guerreros, espadachines y jugadores al márgen de la ley, empresas privadas militares son más bien comparables con las acciones de guerra de Wallenstein en la época de la guerra de los treinta años (divisa: la guerra alimenta a la guerra). Así todo, existen enormes diferencias. La única motivación de esas empresas es la obtención de ganancias, no tanto a nivel privado sino de la empresa. Estas son regidas por las reglas vigentes, ofertan una amplia gama de rendimientos a una clientela heterogénea, a los colaboradores no se los recluta en la clandestinidad sino oficialmente. Esas firmas están organizadas con las estructuras típicas de las empresas, con tendencia a los trust, y entrelazadas con otras empresas holdings y mercados financieros.

Las empresas militares privadas (PMF) se ofertan como un substituto del ejército, incluyendo servicios y equipamiento, lo que generalmente es competencia de los ejércitos nacionales, del servicio de contraespionaje militar y del servicio secreto del exterior. En lo referente a la seguridad interna, esa función corresponde a la policía, aduana, policías de frontera y servicio secretos del interior. Estos servicios militares concentran su oferta en cuatro ámbitos: seguridad, entrenamiento, servicio de información y logística.

200 000 millones de dólares de ingreso bruto anual de las empresas militares privadas (PMF)

Los clientes de las empresas privadas militares (PMF) son, además de grupos políticos de los estados, puchistas, jefes de comandos rebeldes, también trusts que así se aseguran sus mercados, conquistan, conforme a las reglas, la posesión de materias primas, y con grupos de comando, hacen asesinar a dirigentes sindicales. Conocedores de la materia mencionan firmas como Shell, BP y ExxonMobil. El cliente principal es, mundialmente, EEUU que de ese modo lleva a cabo acciones al márgen del parlamento, el cual se encargaría de ellas a través del accionar de sus servicios secretos.

Se calcula que el PMF cuenta con 1,5 millones de empleados, y su ingreso bruto anual ronda por los 200 000 millones de dólares.

Muchos gobiernos dependen hoy en día totalmente de estos servicios

como por ejemplo Arabia Saudita que así ha delegado todo lo concerniente a seguridad y fuerzas armadas. Incluso EEUU no hubiera podido llevar adelante el ataque a Yugoslavia sin la firma militar Kellog, Brown & Root (KBR). Esta firma fue la que construyó el gigantesco campamento militar americano Camp Bondsteel en Kósovo, por donde pasa el oleoducto central que transporta el petróleo del Mar Negro hacia Albania. En Iraq operan en este momento 68 firmas militares, financiadas por los impuestos que pagan los ciudadanos en EEUU, y, con la dependencia del dólar en el mercado mundial, también en el resto del mundo. Y como las armas modernas son cada vez más complejas y los soldados necesitan un entrenamiento especial para su aplicación, grandes firmas de armamentos como Northrop Grunman o Lockheed Martin han comprado algunas firmas militares como Vinnell y MPRI y envían a las zonas en guerra junto con las armas también el personal entrenado.

Una zona gris para los derechos humanos y el derecho internacional

Los empleados de las PMF operan en una zona gris en lo referente a derechos humanos y derecho internacional. No son ni civiles ni soldados y jurídicamente, también en caso de asesinatos, quedan fuera de alcance. Para ésto tendrían que ser juzgados en el país donde actuaron criminalmente y por ejemplo en Iraq, ¿quién va a tener el coraje de hacerlo?

Cada vez más, incluso NGOs en Iraq tienen que hacerse proteger por PMF. De esta manera se difuminan los límites entre servicios de protección y acciones militares.

Estas PMF están deviniendo una amenaza y constituyen verdaderos estados dentro del estado, no sólo en los países en guerra sino también en pacíficos países democráticos. Así han delegado tanto NSA como FBI en EEUU importantes atribuciones a PMF para la vigilancia de personas. De esta manera se produce, por un lado, una acumulación de poder y potencial de extorsión y por otro lado, para los estados, una pérdida del derecho exclusivo a su defensa propia.

Superar conflictos y asegurar la paz son factores demasiado importantes como para confiarlos a la lógica económica militar de las firmas privadas.

Como la lógica de los militares en esas firmas va conjuntamente con intereses económicos, no pueden estar realmente interesadas en lograr paz y seguridad, ya que co-existencia pacífica y reconciliación entre los pueblos son contraproductivas para ellas. Habiendo paz las PMF pierden su razón de ser.

Por eso es bienvenida la iniciativa de la consejal Calmy-Rey, de acuerdo con la tradición suiza, de llevar adelante la propuesta de poner a esas firmas privadas militares bajo el ámbito del derecho internacional y de los derechos humanos. •

P. W. Singer: *Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry.* Cornell University Press, 2003. ISBN 3-86150-758-7.

Rolf Uesseler. *Krieg als Dienstleistung – private Militärfirmen zerstören die Demokratie.* Berlin 2006 ISBN 3-86153-385-5.

(Traducción *Horizons et débats*)

Les biocarburants – cui bono?

KSch. Poussés par le désir de remplir les obligations contractées du Protocole de Kyoto, les pays européens veulent à tout prix remplacer leurs systèmes énergétiques à base de combustibles fossiles par d'autres utilisant des biocombustibles. Sous ce prétexte, des alliances dangereuses se concluent entre l'industrie agricole et l'industrie pétrolière. En plus, il faudrait inclure dans cette alliance l'industrie biotechnologique.

Contrairement à ce qu'affirment leurs promoteurs, comme les Etats-Unis et l'Union Européenne, qu'il s'agirait d'une réponse écologiquement adaptée face au changement climatique produit par les combustibles dérivés du pétrole, cette nouvelle vague de monocultures industrielles ne freinerait aucun des problèmes existants et en créerait de nouveaux.

En Amérique latine, en Asie et en Afrique, on affecte des terres à vocation agricole à la plantation de cultures appropriées pour la fabrication de biocarburants. Et il faut d'énormes surfaces pour les produire. Avec la quantité de céréales nécessaire pour remplir le réservoir d'une camionnette, on peut alimenter une personne une année entière.

Les conséquences de ce développement se manifestent à l'exemple du Mexique. Le Mexique fut autrefois le producteur principal de maïs jusqu'à l'adhésion du gouvernement à l'accord du libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994. Après la chute des barrières douanières, beaucoup de paysans mexicains ne pouvaient plus concurrencer avec le maïs bon marché des Etats-Unis et ils ont abandonné leur production. Maintenant le Mexique importe la moitié de ses besoins en maïs. Comme le Mexique n'arrive plus à garantir son autosubsistance, il est dé-

(photo gbh)

pendant des caprices du marché mondial, ou autrement dit des Etats-Unis. Le maïs, l'alimentation de base en Mexique se vend actuellement à des prix fantaisistes au marché mondial. La raison pour cela est l'exploitation du maïs pour la production de bioéthanol et ensuite du carburant pour les voitures. La concurrence entre la voiture et les hommes fera monter les prix à un niveau inabordable. Déjà maintenant des millions de familles mexicaines n'arrivent plus à payer le prix pour cet aliment de base. En plus, cette crise alimentaire, créée de façon artificielle, sert de prétexte pour l'industrie biotechnologique d'introduire massivement du maïs génétiquement modifié en Mexique.

L'industrie biotechnologique voit dans la production des biocarburants une occasion d'élargir son champ d'action. Elle cherche à réintroduire la semence génétiquement modifiée par la voie des «biocarburants» en dépit de l'opposition des consommateurs du monde entier qui ont refusé les produits transgéniques dans leur nourriture. L'utilisation du soja transgénique pour la production de biocarburant a été présentée par le président *Lula* comme la réponse idéale à la polémique sur le soja génétiquement modifié au Brésil: «Au lieu de le manger, on en fera du biodiesel et la voiture ne va pas s'opposer.»

Le principal bénéficiaire de cette affaire sera la société américaine *Monsanto* qui percevra des redevances sur la vente de ses semences transgéniques brevetées et sur le produit de la récolte. La plupart du maïs utilisé aux Etats-Unis pour la production d'éthanol est sans doute d'origine transgénique. Chaque litre d'éthanol vendu grossira ainsi les recettes des entreprises biotechnologiques détentrices des brevets sur les semences transgéniques, telles que Monsanto, *Syngenta*, *Bayer* et *Dupont* et aggrave dans le monde entier la contamination avec la semence génétiquement modifiée.

Il est indispensable de réfléchir sur le problème de l'énergie. Pourquoi ne pas se concentrer sur une consommation prudente, soigneuse et prévoyante? Le problème de l'énergie concerne chaque individu. Combien de courant électrique est nécessaire pour mener une vie satisfaite? Arrêtons d'admirer une innovation technique uniquement parce qu'elle est neuve et technique. Chacun peut attribuer à ce que la consommation d'énergie ne monte pas au même niveau inimaginable comme aux Etats-Unis. Sinon, nous continuons à vivre dans l'Occident aux dépens des pays auxquels on fait la guerre à cause de leurs ressources premières ou de ceux qu'on colonialise avec de la semence génétiquement modifiée. •

Sources: Agrocombustibles contre souveraineté alimentaire, *www.tlaxcala.es*
Qui tire profit du commerce des biocarburants? Mouvement mondial pour les forêts, *www.mondialisation.ca*
Tortilla-Krise in Mexiko, Ralf Streck, 29/1/07, *www.heise.de/tp/r4/artikel/24/24543/i.html*

Forum mondial sur la souveraineté alimentaire au Mali

Le droit des peuples à définir eux-mêmes leur politique agricole et alimentaire

Le premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire Nyéléni 2007 s'est tenu du 23 au 27 février à Sélingué au Mali, organisé par *Via Campesina,* le *ROPPA* (organisations paysannes de l'Afrique de l'ouest), les *forums des pêcheurs,* les *Amis de la terre, Food and Water Watch* (organisation des consommateurs) et la *Marche mondiale des femmes.* Ce sont plus de 500 participants qui s'y sont retrouvés, provenant de 80 pays différents. Après leur retour de Mali, les trois délégués de la Suisse (*Uniterre, les projets d'agriculture de proximité* et *Swissaid*) auront comme objectif de provoquer le débat sur la souveraineté alimentaire en Suisse. (Communiqué de presse *Uniterre*)

Les participants au Forum ont analysé la politique alimentaire actuelle et développé des stratégies collectives pour une souveraineté alimentaire. Cette souveraineté est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement. Chaque pays a le droit à définir son propre système alimentaire et agricole.

Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération et garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments.

Par la suite nous publions le texte intégral de la Déclaration finale du Forum mondiale pour la souveraineté alimentaire:

Pourquoi nous battons-nous?

Un monde …

- où tous les peuples, nations et Etats puissent définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire, garantissant à chacun d'entre nous une alimentation de qualité, appropriée, abordable, saine et respectueuse de la culture;
- où le rôle et les droits des femmes dans la production alimentaire ainsi que la représentation des femmes au sein de tous les organes directeurs soient reconnus et respectés;
- où tous les peuples de tous nos pays puissent vivre dignement, obtenir une rémunération décente pour leur labeur et aient la possibilité de rester chez eux;
- où la souveraineté alimentaire est considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les Etats et les organes internationaux;
- où nous puissions préserver et réhabiliter les milieux ruraux, les réserves halieutiques, le paysage et les traditions alimentaires reposant sur une gestion durable et respectueuse de l'environnement, des terres, sols, eaux, mers, semences, bétail et autre biodiversité;
- où nous reconnaissons, apprécions à sa juste valeur et respectons notre diversité de savoirs, d'aliments, de langues et de cultures traditionnelles et la façon dont nous nous organisons et faisons entendre notre voix;
- où existe une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysans tous les droits sur leurs terres, qui défende et récupère les territoires des peuples autochtones, assure aux communautés de pêcheurs l'accès et le contrôle de leurs zones de pêche et écosystèmes, honore l'accès et le contrôle des pâturages et des voies migratoires, garantisse un travail décent pour une rémunération juste ainsi que les droits de tous les travailleurs et un avenir à la jeunesse dans les campagnes;
- où la réforme agraire revitalise l'interdépendance entre producteurs et consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale, la pérennité écologique ainsi que l'autonomie et la gouvernance locales, dans le respect des droits égaux entre les hommes et les femmes;
- où le droit au territoire et à l'autodétermination des peuples est garanti;
- où nous partageons pacifiquement et équitablement nos territoires entre nos peuples, que nous soyons paysans, communautés autochtones, pêcheurs traditionnels, pastoralistes, etc.;
- où, dans le cas de catastrophes naturelles et provoquées par l'homme et de situations post-conflit, la souveraineté alimentaire soit une «assurance» qui renforce les initiatives de reconstruction locale et atténue les répercussions négatives. Où nous gardons à l'esprit que les communautés touchées ne sont pas désespérées et où les organisations locales et fortes d'aide à l'entraide sont au cœur de la reconstruction;
- où le pouvoir des peuples à prendre des décisions relatives à leurs patrimoines matériels, naturels et spirituels soit défendu.

Contre quoi nous battons-nous?

- L'impérialisme, le néolibéralisme, le néocolonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvrissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange, les multinationales et les gouvernements ennemis des peuples.
- Le dumping d'aliments à des prix inférieurs aux coûts de production dans l'économie mondiale.
- La domination de nos systèmes alimentaires et agricoles par les multinationales qui font prévaloir les profits sur les peuples, la santé et l'environnement.
- Les technologies et les pratiques qui minent nos capacités futures de production alimentaire, nuisent à l'environnement et mettent en péril notre santé. Entendons par là les cultures et les animaux transgéniques, la technologie terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques halieutiques destructives, la soi-disant révolution blanche des pratiques laitières industrielles, l'«ancienne» et la «nouvelle» révolution verte et les «déserts verts» des monocultures industrielles d'agro-carburants et autres plantations.
- La privatisation et marchandisation des aliments, des services publics et de base, du savoir, de la terre, de l'eau, des semences, du bétail et de notre patrimoine naturel.
- Les modèles et projets de développement et l'industrie d'extraction qui déplacent les peuples et détruisent l'environnement et notre patrimoine naturel.
- Les guerres, les conflits, les occupations, les embargos économiques, les famines, les déplacements forcés des peuples et la confiscation de leurs terres, ainsi que toutes les forces et gouvernements qui sont à leur origine et les appuient; les programmes de reconstruction à la suite de conflits et de catastrophes naturelles qui détruisent nos environnements et nos capacités La criminalisation de tous ceux qui luttent pour protéger et défendre nos droits.

L'aide alimentaire qui cache le dumping, introduit des OGM dans notre environnement et systèmes alimentaires locaux et crée un nouveau colonialisme, l'internationalisation et mondialisation des valeurs paternalistes et patriarcales marginalisant les femmes, les diverses communautés agricoles, autochtones, pastorales et de pêcheurs dans le monde.

Que pouvons-nous faire?

Tout en travaillant avec la communauté locale à Sélingué pour créer un espace de rencontre à Nyéléni, nous nous engageons à développer notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en passant des alliances, en appuyant nos luttes respectives et en offrant notre solidarité, force et créativité aux peuples du monde entier qui luttent pour la souveraineté alimentaire. Toute lutte, en tout lieu du monde, pour la souveraineté alimentaire, est notre lutte.

Nous avons abouti a plusieurs actions collectives afin de partager notre vision de la souveraineté alimentaire avec tous les peuples de cette terre, actions qui sont reprises dans notre document de synthèse. Nous mettrons ces actions en œuvre dans nos zones locales et régions respectives, au sein de nos mouvements et conjointement avec les autres, de façon solidaire. Nous partagerons notre vision et plan d'action pour la souveraineté alimentaire avec ceux qui peuvent être ici avec nous à Nyeleni, de sorte que l'esprit de Nyeleni se répande dans le monde et devienne la force puissante qui fera de la souveraineté alimentaire une réalité pour tous les peuples du monde.

Enfin, nous apportons notre soutien inconditionnel et inébranlable aux mouvements paysans du Mali et au ROPPA pour répondre à leur souhait que la souveraineté alimentaire devienne une réalité au Mali et par extension dans toute l'Afrique. L'heure de la souveraineté alimentaire est venue!

Source: www.nyeleni2007.org

Pasargades – Au sujet de l'importance de l'Iran historique

par W. Wüthrich

Le 10 décembre est l'anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Elle a été adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1948. L'idée des droits de l'homme n'était pas nouvelle à cette époque-là. Au Moyen Age, il y en avait déjà les premières approches. Un précurseur de la «Déclaration» actuelle est la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de l'Assemblée nationale de l'année 1789. Il est pourtant peu connu qu'il y a plus de 2500 ans le roi iranien *Cyrus* à Babylone, aujourd'hui en Irak, avait déjà proclamé quelque chose de semblable. A l'époque, sa déclaration était quelque chose de sensationnel. Elle va bien au-delà des déclarations des droits de l'homme qu'on trouve en partie chez les Grecs de l'Antiquité ou en Europe médiévale. On remarque surtout le mépris de l'esclavage, qui était pratiqué jusqu'au 19e siècle en beaucoup de lieux. Ces jours-ci, par exemple, on se rappelle l'abolition de l'esclavage par le parlement anglais en 1807.

La déclaration de Cyrus est aujourd'hui d'une actualité particulière, parce que surtout dans la région du Proche-Orient les droits de l'homme manquent aux peuples tracassés par les guerres. De nouvelles guerres les menacent. Le sort de ces peuples montre douloureusement qu'une «Déclaration» seule ne peut pas garantir les droits de l'homme. Cela reste le devoir de chaque génération de les sauvegarder, de les soigner, de les ancrer dans les sentiments de chaque individu et de les garantir par le biais de l'ordre juridique.

«300»

Quelle est l'importance de l'«Iran historique» pour notre époque? Dans le film controversé «300», qui est déjà depuis quelques semaines violemment discuté aux Etats-Unis et qui sera montré sur les écrans européens ces jours-ci, Hollywood en trace un portrait douteux. Dans les médias suisses, il trouve également beaucoup d'attention. Le film raconte la campagne de *Xerxès* contre les Grecs en 480 av. J.-C.. Les «300» sont les trois cents *Spartiates,* qui, avec leur roi *Léonidas,* ont résisté aux Persans dans la bataille des Thermopyles. Le film dénature l'histoire et montre les Iraniens comme un peuple de barbares agressifs et sans culture qu'il faut combattre – comme les Spartiates l'avaient fait à l'époque. A travers le monde entier, on peut entendre des protestations violentes et des appels au boycott contre ce film – également de la part du gouvernement iranien. De nombreux commentateurs voient dans ce film des insinuations agressives, qui doivent aplanir le chemin pour une guerre contre l'Iran. L'Occident est-il vraiment en danger, comme le suggèrent les images «historiques» dans ce film? – Une fois de plus, la politique se fait par la propagande. Voici un parallèle: En 1943, au tournant de la Seconde Guerre mondiale, le *Reichsmarschall Hermann Göring* avait comparé lors d'un discours à la radio le sacrifice et la mort de la 6e armée à Stalingrad avec le combat héroïque des Spartiates aux Thermopyles et appelé cet acte le sauvetage de l'Occident.

Entretien avec un Iranien

Qu'est-ce que nous savons sur l'Iran? Vu les apparences suraiguës et l'atmosphère attisée, sommes-nous encore en mesure de percevoir ce qui se passe vraiment dans ce pays? En Europe, il est peu connu de quelle histoire millénaire et impressionnante l'Iran dispose et quelle influence ce pays a exercé pendant longtemps sur la culture européenne. – Il y a quelque temps, j'ai fait la connaissance d'un Iranien. De nos entretiens intéressants lors de la *Journée internationale des droits de l'homme* du 12 décembre, je tiens l'histoire suivante.

Qui connaît Pasargades?

Mon interlocuteur raconte: Pasargades était la capitale de l'Iran au 6e siècle av. J.-C. Cyrus le Grand l'avait érigée. Ces dernières années, on a construit le barrage de Sivand dans cette région, qui doit mettre sous l'eau la plaine de Pasargades. Des édifices historiques de grande importance seraient voués au naufrage – dont le mausolée de Cyrus. De grandes parties de l'ancienne capitale se trouvent encore sous terre. Beaucoup de témoignages de l'histoire culturelle encore plus ancienne seraient également perdus. Dans cette région, ils sont spécialement nombreux et pas encore mis à jour. – Je demande: «Peut-on comparer 'Pasargades' avec Abou Simbel en Egypte?» Le monument de la culture de l'Egypte ancienne risquait de sombrer dans le barrage d'Assouan et a finalement été sauvé avec l'aide de l'ONU et de beaucoup de pays occidentaux. Pasargades a un arrière-plan culturel, qui, du point de vue de sa valeur symbolique, est beaucoup plus important qu'Abou Simbel, répond mon interlocuteur. – Je commence à être curieux.

Qui est Cyrus le Grand?

Il y a 2500 ans, le roi iranien Cyrus a érigé un empire énorme. C'était le premier empire de l'histoire. Des historiens grecs l'appelaient «Perse». L'Iran se composait à l'époque de 20 provinces et s'étendait de Carthage (Tunisie), d'Egypte, d'Ethiopie, de tout le Proche-Orient avec Israël, de Babylone (Irak), de beaucoup de pays du Caucase et en Asie centrale jusqu'en Afghanistan et Inde. Mais la grandeur n'était pas le plus frappant. Des empires énormes, il y en avait toujours. Ce n'était pas non plus la force militaire. C'était la philosophie d'Etat libérale et une éthique qui unissaient cet Etat pluriethnique. C'était «une performance énorme d'organisation politique», résume *Will Durant* dans son «Histoire culturelle de l'humanité». Toutes les provinces étaient sous les ordres d'un règne central, mais elles étaient assez autonomes, de sorte qu'elles ne voyaient pas de raison de se détacher de l'empire. Les différents pays étaient liés par un réseau de routes de bien des milliers de kilomètres. L'ordre et la paix, une monnaie commune avec des unités de mesures homogènes soulageaient l'échange et promouvaient la prospérité.

La déclaration de Cyrus

En 539 av. J.-C., Cyrus avait donné à son royaume une constitution qui, ciselée en pierre, a été conservée pour la postérité. Elle est une des sources les plus anciennes du droit international et elle est considérée comme la plus ancienne déclaration des droits de l'homme de l'histoire. Ce document se trouve aujourd'hui au *British Museum* à Londres. En 1971, l'ONU l'avait déclarée la «Première Charte des droits de l'homme» et l'a fait traduire dans toutes les langues. (voir texte dans l'encadré) Cette déclaration a-t-elle également été mise en œuvre? L'Ancien Testament de la Bible donne quelques indications. En 530 av. J.-C., Cyrus a libéré les Juifs de la captivité babylonienne. Il leur a rendu leurs propriétés qui leur avaient été enlevées, les aida à reconstruire leur pays et leur temple détruits. Il y a plusieurs endroits dans l'Ancien Testament où l'on rend hommage aux actions bénéfiques de Cyrus en faveur d'Israël. Peut-être que sans Cyrus Israël n'existerait pas aujourd'hui. Plus encore: Il y a des experts de la Bible qui trouvent certaines similitudes et concordances entre la religion iranienne ancienne de Zoroastre et la religion juive. Nous trouvons également quelques influences dans le christianisme. Il y par exemple un parallèle de la fête de Noël dans le culte de *Mithra*.

Que nous dit la déclaration de Cyrus aujourd'hui? Il ne faut pas inventer de toutes pièces la cohabitation pacifique. Le document issu de l'Antiquité est – comme la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU – le fondement d'une vie commune pacifique et variée de différentes cultures et communautés religieuses. Depuis lors, la nature de l'homme n'a pas changé.

Le développement après le règne de Cyrus

Les rois suivants étaient guerriers. *Darius* et *Xerxès* sont plus connus en Europe que Cyrus. Ils menacèrent militairement la Grèce au 5e siècle av. J.-C.. Les défaites qu'ils subirent près de Marathon et de Salamis ont brisé la prédominance de l'Iran. En 323, *Alexandre le Grand* vainquit et conquit l'Iran. Il détruisit la capitale Persépolis et y autorisa les pillages. Mais les Grecs ne purent pas s'installer dans les pays d'origine iraniens. De nouvelles dynasties, telles les Sassanides, reconstruirent ce pays et honorèrent les idées du fondateur de l'empire, Cyrus.

En 623, les Arabes, ayant conquis l'Iran, conquirent aussi beaucoup d'autres pays dans le monde du Haut Moyen Age, des pays qu'ils occupèrent à long terme. En Europe, par exemple, ils ont occupé des parties majeures de la péninsule ibérique. En Iran, il n'y avait pas une *Reconquista* (reconquête) comme en Espagne. L'Islam était une culture étrangère et ne pouvait pas être introduit sans force. Les Arabes, cependant, ont adopté beaucoup d'éléments de la haute culture de l'Iran, par exemple toute l'organisation politique, les connaissances en médecine et l'art de la construction. Nous retrouvons l'art iranien de la construction dans de nombreux pays, dans l'Alhambra à Grenade dans le sud de l'Espagne. Un architecte iranien a construit le Taj Mahal en Inde. Nous retrouvons la philosophie iranienne et la manière de penser iranienne dans les universités arabes qui, elles, furent une source d'inspiration pour la culture européenne.

L'histoire moderne de l'Iran connaît beaucoup d'événements violents. Les Tartares, les Mongols, les Osmans et les Afghans, occupèrent le pays en le détruisant à maintes reprises. Ainsi, au cours des siècles, la culture traditionnelle de l'Iran et la manière de penser furent refoulées et l'identité nationale fut brisée. L'Iran est-il un pays islamique aujourd'hui? Les Iraniens n'ont jamais adopté complètement la culture islamique, me dit mon interlocuteur. L'Islam a uniquement couvert la culture ancienne. Ainsi, l'Iranien d'aujourd'hui porte deux âmes dans son cœur: d'une part, il mène la vie d'un musulman, d'autre part, en tant qu'Iranien, il porte en soi la tradition de sa propre histoire.

L'héritage culturel – fondement d'une cohabitation pacifique

La construction du barrage de Sivand est terminée aujourd'hui. L'eau inonderait la région de l'ancienne capitale de Pasargades où se trouve le mausolée de Cyrus. Mon interlocuteur déplore que ce soit «un crime commis à la culture mondiale». Un comité international lutte depuis longtemps contre ce projet. En octobre 2006, à Berlin, a eu lieu un congrès archéologique. Mais il n'a pas été suivi par une action de sauvetage pour le patrimoine culturel comme à Abou Simbel. Je remercie mon interlocuteur de l'entretien.

Postface

Le gouvernement iranien a récemment arrêté le projet du barrage dans la plaine de Pasargades. Pour le moment, l'eau n'inondera donc pas cette région. On conservera le mausolée de Cyrus et le reste du patrimoine culturel. Comme à Abou Simbel, il sera démonté pour être reconstruit au-dessus du niveau de l'eau. •

Pour de plus amples informations voir les sites:
www.livius.org/ct-cz/cyrus_I/cyrus_cylinder.html
www.iranica.com/newsite/
www.cais-soas.com/CAIS/History/hakhamaneshian/Cyrus-the-great/cyrus_cylinder_complete.htm

A présent qu'avec l'aide d'Ormuzd (Dieu), je me suis couronné de la couronne royale de l'Iran, de Babylone et des pays des quatre points cardinaux, je déclare que, tant que je suis en vie et que j'ai la faveur d'Ormuzd pour régner, je respecte la religion, les coutumes et la culture des peuples dont je suis le roi et je m'engage d'interdire aux gouverneurs et à mes subordonnés de mépriser ou d'outrager la religion, les coutumes et la culture des peuples dont je suis le roi ou des autres peuples.

A partir d'aujourd'hui que je me suis couronné et tant que je suis en vie et que j'ai la faveur d'Ormuzd pour régner, je n'imposerai jamais mon règne à aucun peuple. Tout peuple est libre de m'accepter en tant que son roi ou de s'y refuser. Dans ce cas je ne recourrai jamais à la guerre pour imposer mon règne.

Tant que je suis le roi de l'Iran, de Babylone et des pays des quatre points cardinaux j'interdis à quiconque d'opprimer les autres et je défends le droit de tout opprimé à l'égard de l'oppresseur que je punirai.

Tant que je suis le roi, je défends à ôter à quelqu'un, sans son consentement et sans versement d'une indemnité adéquate, la libre disposition de ses biens.

Tant que je suis en vie, je défends à quiconque d'exploiter autrui ou de le faire travailler sans qu'il soit payé.

Je déclare aujourd'hui que toute personne est libre d'embrasser la religion de son choix; de choisir le lieu de sa demeure où qu'elle désire, de jouir de ses biens comme elle veut à la seule condition qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits d'autrui. Toute personne a le droit d'exercer le métier qu'elle veut et de dépenser son argent comme elle veut à la seule condition qu'elle ne commette pas d'injustice.

Je déclare que chacun est responsable de ses actions et que nul ne doit être puni pour les fautes de ses parents. La punition du frère d'un pécheur et vice versa est tout à fait interdite. Si un membre de la famille ou de la tribu commet une faute, il faut punir seulement le coupable et non les autres.

Tant que je règne, avec l'aide d'Ormuzd, je défends que les hommes et les femmes soient vendus à titre d'esclaves. Les gouverneurs et mes subordonnés ont pour fonction d'empêcher l'achat et la vente des hommes et des femmes dans les territoires de leurs administrations, comme esclaves. L'esclavage doit disparaître du monde!

Je prie Ormuzd de m'aider à accomplir les engagements que j'ai pris envers les peuples de l'Iran, de Babylone et des pays des quatre points cardinaux.»

Source: www.droitconstitutionnel.com/article39.html

La déclaration des droits de l'homme de Cyrus le Grand de 539 av. J.-C. (photo mad)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich